

*Etude d' Evaluation Intercalaire du
Programme Operationnel Plurifonds
de la Region Autónoma de Madere
2000-2006 (CCA III)*

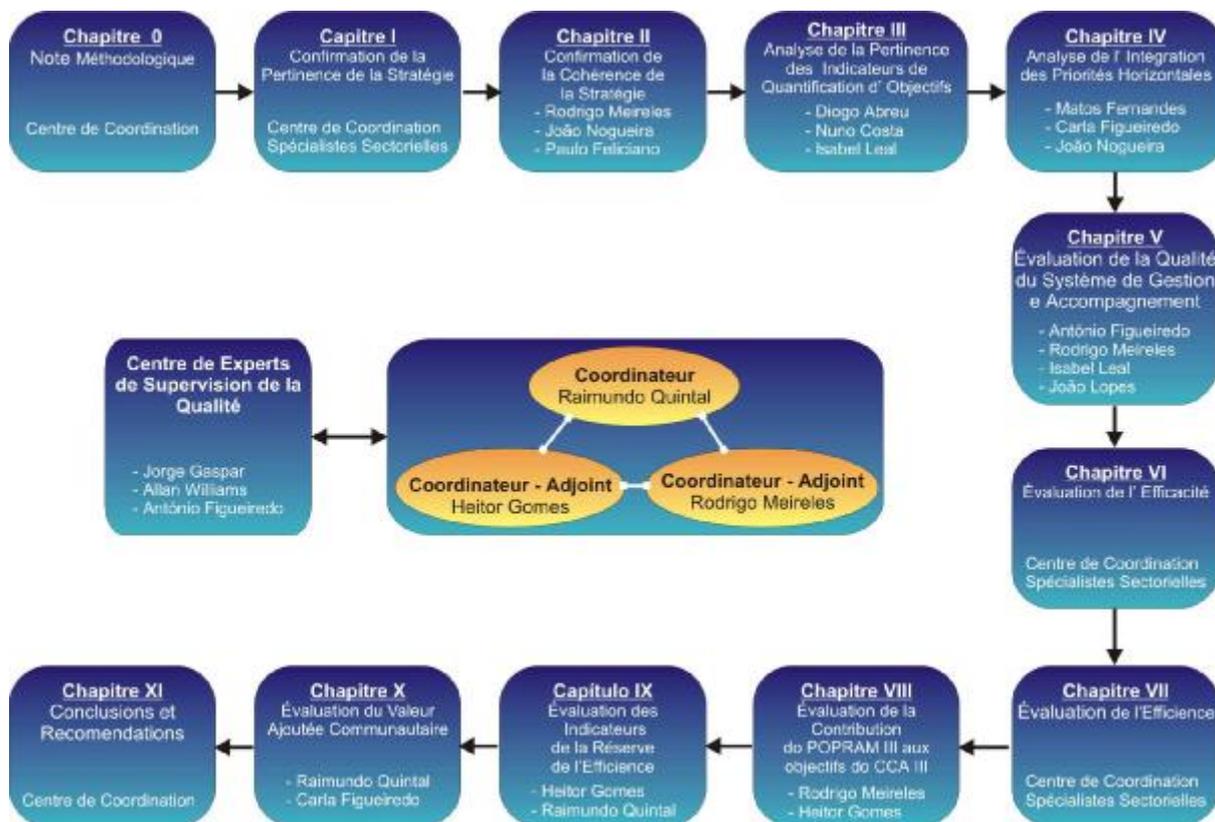
Rapport Final

Synthèse du Sommaire Exécutif



Le présent document correspond à une synthèse du Sommaire Exécutive du Rapport Final de l'Evaluation Intercalaire du Programme Opérationnel Plurifonds de la Région Autonome de Madère et a été réalisée par les unités techniques de les entreprises CEDRU, Lda. et Quaternaire Portugal, S.A., sous la coordination technique et scientifique du Dr. Raimundo Quintal, du Dr. Heitor Gomes et du Dr. Rodrigo Meireles.

EQUIPE D'ÉVALUATION



Spécialistes Sectorielles	
Emploi e Formation	Paulo Feliciano
Équipement Sociales et Culturelles	José Luis Avelino
Pêches	António Pinho
Acessibilités et Transports	Nuno Costa
Dynamisation de la Base Economique et Infrastructures Productives	Rodrigo Meireles
Diversification et Promotion Touristique	Heitor Gomes
Ambiant	João P.M. Fernandes
Qualification Urbaine et Systèmes Urbaines	Madalena Fonseca
Agriculture et Développement Régionale	Francisco Avillez
Société de l'Information	João Nogueira
Confirmation de la Pertinence de la Stratégie	Vitor Corado Simões
Animation et Développement Local	Paulo Alves



Presentation	4
Structure Programmatique et Financière du POPRAM III	5
1. Conception du POPRAM III	7
1.1. Pertinence de la Stratégie.....	7
1.2. Cohérence de la Stratégie.....	11
1.3. Pertinence des Indicateurs de Quantification d'Objectifs	13
1.4. Intégration des Priorités Horizontales	13
1.5. Qualité du Système de Gestion et Accompagnement	14
2. Performance du POPRAM III	15
2.1. Efficacité.....	15
2.2. Efficience	18
2.3. Contribution du POPRAM III aux Objectifs du CCA III	18
2.4. Réserve de l'Efficience.....	20
2.5. Valeur Ajoutée Communautaire.....	20
3. Conclusions et Recommandations	22
3.1. Conception du POPRAM III	22
3.2. Performance du POPRAM III	25



PRESENTATION

Le présent document correspond à la traduction d'une partie du Sommaire Exécutif du Rapport Final de l'Évaluation Intercalaire du Programme Opérationnel Plurifonds de la Région Autonome de Madère (RAM), dans le cadre du CCA III – 2000/2006 (POPRAM III).

Ayant pour base la séquence des travaux prévus par le Cahier des Charges et par le Rapport de Progrès, le processus d'évaluation a été effectué selon deux grandes parties.

Dans la première partie, qui correspond à la ré-évaluation de la stratégie et de la conception du POPRAM III, sont confrontés les changements qui ont eu lieu dans la RAM, dans le pays et en Europe et dans les politiques des différents secteurs avec la stratégie définie dans le Programme. L'évaluation *ex-ante* était la base de cet exercice. La méthodologie suivie reprend l'enchaînement logique qui a été à la base de la conception du Programme et de la réalisation de l'évaluation *ex-ante*, en procédant ensuite à la validation de la stratégie et de la dotation financière, à partir de l'information disponible par les exercices évaluatifs de l'efficacité et de l'efficience, réalisées postérieurement. En parallèle, la ré-évaluation de la stratégie du POPRAM III a été validée selon l'analyse d'intégration des priorités horizontales européennes pour la période de programmation actuelle, l'analyse de la pertinence, de l'adéquation et de la fiabilité des indicateurs définis pour la qualification d'objectifs du Programme (qui composent son système d'information) et l'analyse de la qualité des systèmes de gestion et d'accompagnement du Programme.

Dans la deuxième partie, qui correspond à l'évaluation de la réalisation du Programme, c'est, surtout, l'évaluation de l'efficacité et de l'efficience de l'exécution du POPRAM III et de chacune des mesures qui le composent, ainsi que l'exercice d'évaluation de la Réserve d'Efficience qui sont proposées. De façon transversale, est aussi présentée l'évaluation de la contribution du Programme pour les objectifs du CCA III (ayant pour base une approche méthodologique mise à la disposition par l'évaluateur du CCA III), ainsi qu'à l'évaluation de la Valeur Ajoutée Communautaire (ayant pour base la méthodologie spécifique proposée par la Commission Européenne).

Le centre de coordination de l'Équipe d'Évaluation



SYNTHESE DE LA STRATEGIE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME OPERATIONNEL PLURIFONDS DE LA REGION AUTONOME DE MADERE III

Grands Objectifs:

- ü Renforcer la compétitivité et le positionnement géostratégique de l'économie de Madère;
- ü Promouvoir l'emploi et l'employabilité du potentiel humain;
- ü Assurer l'amélioration de la qualité de vie et préserver les valeurs de l'environnement.

Objectifs spécifiques:

- ü Renforcer et promouvoir l'efficacité de la base entrepreneuriale et productive;
- ü Renforcer la valorisation des ressources humaines et la capacité d'innovation;
- ü Renforcer le développement des infrastructures et services associés à la Société d'Information;
- ü Améliorer les accessibilités externes et promouvoir l'utilisation efficace des capacités existantes en termes d'infrastructures physiques et de services de transport et communications;
- ü Promouvoir la cohésion interne et l'amélioration de la qualité de vie;
- ü Préserver et valoriser l'environnement et le patrimoine naturel, urbain et culturel.

Lignes Stratégiques d'Action:

- ü Valorisation du potentiel touristique, culturel et de loisirs, en consolidant les caractéristiques de destination de qualité;
- ü Renforcement d'un ensemble de facteurs et de stimulations qui permettent la potentialisation du développement endogène et spécifique, la promotion des capacités d'entreprise d'initiatives entrepreneuriales créatrices d'emploi et la diversification de la base de production;
- ü Potentialisation du développement scientifique et technologique de la RAM dans des aires stratégiques et promotion de l'innovation;
- ü Développement de conditions qui permettent de profiter pleinement des opportunités offertes à la Région par les nouvelles technologies de l'information et de la communication
- ü Appui à l'internationalisation et amélioration des conditions d'accès aux marchés et à l'information, ainsi qu'à la coopération et à l'insertion dans des réseaux;
- ü Amélioration des qualifications, des compétences humaines et de l'employabilité;
- ü Création de conditions de réduction des asymétries internes de développement, de préservation, récupération et promotion de la gestion durable des ressources naturelles stratégiques et de l'amélioration de la qualité de vie et des conditions de base du développement;
- ü Création de conditions menant à une plus grande cohésion et valorisation sociale.

STRUCTURE DU PROGRAMME PAR AXES PRIORITAIRES ET MESURES

Axe Prioritaire 1 – Développement d'une Plate-forme d'Excellence Euro-Atlantique

- Mesure 1.1 – Valorisation du Potentiel Touristique, Culturel et de Loisirs
- Mesure 1.2 – Stimulation de l'Innovation et de la Société de l'Information
- Mesure 1.3 – Amélioration des Accessibilités Extérieures
- Mesure 1.4 – Protection et Valorisation de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire
- Mesure 1.5 – Compétences Humaines et Equité Sociale

Axe Prioritaire 2 – Consolidation de la Base Economique et Sociale de la Région

- Mesure 2.1 – Agriculture et Développement Rural
- Mesure 2.2 – Pêche et Aquaculture
- Mesure 2.3 – Compétitivité et Efficience Economique
- Mesure 2.4 – Amélioration des Accessibilités Internes
- Mesure 2.5 – Cohésion et Valorisation Sociale
- Mesure 2.6 – Intervention Intégrée à Porto Santo

Ligne d'Assistance Technique (4 Mesures: FEDER, FSE, FEOGA, IFOP)

Tableau 1 - Structure Financière du Programme par Axes Prioritaires et Mesures (€)

Investissement Programmé 2000-2006				Investissement Programmé 2000-2002		
Mesure	Coût Total	Dépense Publique	Fonds	Coût Total	Dépense Publique	Fonds
1.1	104.406.734	104.406.734	67.671.989	50.086.410	50.086.410	33.495.138
1.2	53.084.180	53.084.180	33.534.146	38.786.268	38.786.268	25.606.208
1.3	73.738.765	63.762.807	33.684.895	35.049.836	25.073.878	13.996.212
1.4	163.279.217	163.279.217	111.532.767	72.123.400	72.123.400	50.254.973
1.5	121.335.122	116.559.724	99.075.446	55.252.567	53.077.963	45.116.270
Axe I	515.844.018	501.092.662	345.499.243	251.298.481	239.147.919	168.468.801
2.1	154.695.294	111.424.818	78.231.685	73.930.797	53.812.811	37.901.378
2.2	36.836.004	27.016.835	19.732.497	17.840.599	13.084.188	9.555.985
2.3	97.655.727	65.425.728	33.702.885	47.952.406	37.516.167	19.961.785
2.4	243.836.662	243.836.662	132.163.006	102.356.093	102.356.093	57.152.488
2.5	100.316.388	100.316.388	69.400.502	45.061.665	45.061.665	33.008.591
2.6	20.839.034	20.839.034	13.655.906	9.323.230	9.323.230	6.495.087
Axe II	654.179.109	568.859.465	346.886.481	296.464.790	261.154.154	164.075.314
AT FDR	12.469.879	12.469.879	8.728.904	5.819.565	5.819.565	4.228.749
AT FEO	1.907.382	1.907.382	1.621.315	923.984	923.984	785.387
AT FSE	2.053.632	2.053.632	1.745.554	938.918	938.918	798.077
AT IFOP	305.980	305.980	229.503	148.203	148.203	111.152
Total	1.186.760.000	1.086.689.000	704.711.000	555.593.941	508.132.743	338.467.480
Investissement Approuvé 2000-2002				Investissement Exécuté 2000-2002		
Mesure	Coût Total	Dépense Publique	Fonds	Coût Total	Dépense Publique	Fonds
1.1	56.873.026	56.873.026	36.114.890	28.575.633	28.575.633	17.997.613
1.2	15.764.084	15.764.084	9.172.473	2.554.591	2.554.591	1.277.296
1.3	42.043.675	29.698.427	1.705.409	13.182.445	7.821.658	4.592.601
1.4	83.018.025	83.018.025	55.223.461	34.596.483	34.596.483	22.505.529
1.5	92.121.068	89.937.001	76.446.451	52.975.767	51.798.780	44.028.963
Axe I	289.819.878	275.290.563	178.662.684	131.884.919	125.347.145	90.402.002
2.1	72.553.983	64.659.006	53.163.654	11.840.412	7.723.629	5.834.601
2.2	8.926.663	8.815.907	6.628.545	2.963.857	2.963.857	2.222.893
2.3	43.014.619	23.280.673	11.931.154	3.160.084	1.940.711	1.091.036
2.4	262.030.650	262.030.650	136.111.721	130.966.511	130.966.511	67.847.023
2.5	29.364.095	29.364.095	20.554.866	8.714.519	8.714.519	6.100.163
2.6	20.130.251	20.130.251	11.256.193	2.721.964	2.721.964	1.402.354
Axe II	436.020.261	408.280.582	239.646.133	160.367.347	155.031.191	84.498.070
AT FDR	2.717.014	2.717.014	1.901.910	532.625	532.625	372.838
AT FEO	265.077	265.077	225.256	0	0	0
AT FSE	1.023.918	1.023.918	870.330	1.004.125	1.004.125	853.506
AT IFOP	64.844	64.844	54.362	9.677	9.677	7.258
Total	729.910.992	687.641.998	421.360.675	293.798.693	281.924.763	176.133.674

Source: IFC, 2003



CONCEPTION DU POPRAM III

1. CONCEPTION DU POPRAM III

1.1. Pertinence de la Stratégie

La confrontation des principales conclusions retirées de la validation et de l'actualisation du diagnostic socio-économique avec les objectifs spécifiques qui ont été la base de l'élaboration du POPRAM III est synthétisée dans le tableau suivant. De manière générale, le diagnostic prospectif qui sert de support à la stratégie du Programme continue d'être valable, bien que quelques changements importants aient eu lieu dans le contexte régional. Les tendances concordantes avec le diagnostic de la situation de référence (aspects déjà identifiés dans le diagnostic à la base de la préparation du Programme) sont identifiées en vert et en gras.

Tableau 2 – Articulation entre les Objectifs Spécifiques du POPRAM III et la Synthèse du Diagnostic Socio-Economique

Objectifs Spécifiques	Synthèse du Diagnostic Socio-Economique	
	Aspects Positifs	Aspects Négatifs
Fortifier et promouvoir l'efficacité de la base entrepreneuriale et productive	<p>Croissance élevée de la VAB</p> <p>Accroissement significatif de la demande touristique</p> <p>Diversification et croissance accentuée de l'offre touristique</p> <p>Croissance du secteur du BTP</p> <p>Croissance des services personnels et des services aux entreprises</p>	<p>Approfondissement de la dépendance de la base économique dans le secteur du tourisme</p> <p>Difficulté d'affirmation des secteurs technologiquement plus avancés dans la structure industrielle</p> <p>Maintien des niveaux de mécanisation agricole très réduits et continuation de l'abandon de l'espace rural</p> <p>Diminution de la pêche déchargée</p> <p>Maintien du tissu entrepreneurial constitué majoritairement par des entreprises peu compétitives</p>
Renforcer la valorisation des ressources humaines et la capacité d'innovation	<p>Accroissement considérable de la population qui fréquente l'enseignement supérieur</p> <p>Diminution du taux d'analphabétisme et du taux d'insuccès scolaire</p> <p>Croissance significative au niveau de la formation technico-professionnelle</p> <p>Taux de chômage décroissant et avec des niveaux nettement inférieurs aux valeurs moyennes nationales</p> <p>Accroissement significatif de la R&D dans les entreprises privées</p>	<p>Diminution de la population</p> <p>Bas niveau d'instruction de la population</p> <p>Augmentation des difficultés d'insertion dans le marché du travail de certains groupes de chômeurs défavorisés</p> <p>Taux d'activité inférieur aux valeurs moyennes nationales</p> <p>Chômage régional essentiellement féminin et juvénile</p> <p>Légère diminution de la dépense en R&D</p> <p>Poids excessif du secteur public dans la R&D</p>
Renforcer le développement des infrastructures et services associés à la Société d'Information	<p>Pari important en infrastructures et services associés à la Société d'Information</p> <p>Investissements récents et programmés dans le cadre du projet « Madère Digitale »</p> <p>Création du NESI</p>	
Améliorer les accessibilités externes et promouvoir l'utilisation efficiente des capacités existantes en termes d'infrastructures physiques et de services de transport et communications	<p>Croissance significative du mouvement portuaire</p> <p>Croissance significative du trafic aérien</p> <p>Investissements significatifs dans les accessibilités routières internes</p> <p>Rénovation du réseau routier</p> <p>Augmentation importante de l'utilisation des télécommunications.</p>	<p>Diminution de l'utilisation du transport routier public et, en conséquence, accroissement de l'utilisation de transport individuel</p>
Promouvoir la cohésion interne et l'amélioration de la qualité de vie	<p>Amélioration significative concernant les principaux équipements associés aux niveaux de bien-être</p> <p>Amélioration significative des conditions de base des logements</p> <p>Investissements récents dans les accessibilités, équipements sociaux et assainissement de base, visant la robustesse du système urbain</p> <p>Situation actuelle très positive au niveau des services de santé</p> <p>Croissance et rénovation remarquable des installations sportives</p> <p>Croissance significative du PIB par tête</p>	<p>Maintien d'importantes asymétries régionales aux niveaux démographique et économique</p> <p>Maintien des processus d'exclusion sociale chez quelques groupes de population avec des problèmes très spécifiques d'intégration</p>
Préserver et valoriser l'environnement et le patrimoine naturel, urbain et culturel	<p>Situation actuelle et accroissement important du recyclage des résidus solides</p> <p>Investissements significatifs dans le drainage et traitement des eaux résiduelles urbaines, entraînant une augmentation du taux de couverture</p> <p>Taux de couverture des systèmes de fourniture d'eau très élevé</p> <p>Accroissement significatif de l'utilisation de sources d'énergie renouvelable</p>	<p>Dégradation de la qualité visuelle du paysage</p> <p>Traitement et drainage des eaux résiduelles insuffisant, avec des valeurs nettement inférieures aux valeurs moyennes nationales</p> <p>Dégradation progressive du patrimoine historico-culturel et ethnographique</p>

Ayant pour base l'actualisation du diagnostic socio-économique de la RAM, qui a intégré l'information quantitative et qualitative récente sur la Région, la matrice SWOT a été reformulée. Les éléments SWOT identifiés dans la matrice à la base du Programme sont indiqués en vert et en gras.

Tableau 3 – Matrice SWOT Actualisée

Domaine de l'analyse du diagnostic réalisé	Points Forts	Points Faibles
Dynamisme démographique	<ul style="list-style-type: none"> Structure démographique avec un taux de jeunes supérieur à la moyenne nationale et communautaire 	
Compétitivité Economique Régionale	<ul style="list-style-type: none"> L'importance de Madère en tant que pôle touristique international inséré dans des réseaux de grands opérateurs touristiques Existence de conditions édapho-climatiques favorables à la pratique de la plupart des cultures horticoles, y compris la floriculture, et fruitières, tant tempérées que subtropicales Valorisation de produits régionaux spécifiques (vin, broderie, osier, fruits subtropicaux, fleurs) Consolidation de la demande touristique, à la suite de l'allongement de la piste de l'Aéroport de Funchal 	<ul style="list-style-type: none"> Situation insulaire, localisation éloignée des régions centrales et exigüité du marché régional Modèle de spécialisation productive très vulnérable et peu diversifié, faible développement de la chaîne de valeur dans un contexte de grande ouverture à l'extérieur et faible contrôle des circuits de commercialisation Structure agraire de micro-exploitation Insuffisance au niveau des infrastructures et services dans les aires liées aux technologies de production, à la qualité et à la certification Activité de la pêche centrée sur un nombre réduit d'espèces et vulnérabilité aux fluctuations des captures d'espèces migratrices (notamment le thon), qui a diminué dans les dernières années Rareté d'acteurs locaux avec visibilité externe, ce qui se reflète dans la capacité de leadership et d'affirmation de la RAM Diminution de la production de banane et abandon de l'espace rural
Emploi, Education et Qualification Professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> Création de capacités au niveau des structures de formation professionnelle (notamment dans le tourisme et l'agriculture) et d'écoles professionnelles avec une amélioration graduelle des qualifications intermédiaires et du niveau de scolarisation des travailleurs 	<ul style="list-style-type: none"> Persistance d'une grande faiblesse de la structure qualitative de la main-d'œuvre Insuffisance d'infrastructures et d'équipements d'enseignement, aux différents niveaux, en particulier dans l'enseignement technologique et professionnel
Transports et Communications	<ul style="list-style-type: none"> Progrès récents au niveau des principaux axes routiers, structurant le territoire Infrastructures aéroportuaires de haute qualité Moyens de grande capacité, au niveau des infrastructures de télécommunications pour les liaisons avec le continent européen et le reste du monde (via câble sous-marin et satellite) et réseau interne de télécommunications et TV par câble modernes 	<ul style="list-style-type: none"> Grande dépendance du Continent pour les liaisons à l'Union Européenne et au reste du monde et coûts accrus de transport Déficience au niveau des infrastructures portuaires et d'appui aux activités associées à la mer
Innovation et Société d'Information	<ul style="list-style-type: none"> L'Université constitue un pôle important de réception et de diffusion de l'information scientifique 	
Environnement et Assainissement de Base	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'un patrimoine naturel et paysagistique précieux, diversifié et protégé Gestion stratégique des ressources hydriques (en contraste avec la rareté de ces ressources à Porto Santo) 	<ul style="list-style-type: none"> Fortes contraintes structurelles à caractère permanent, qui découlent des caractéristiques adverses de la structure physique du territoire Grande sensibilité et vulnérabilité en termes d'environnement Carence d'infrastructures d'assainissement de base environnemental et coûts accrus pour le respect de patrons de qualité de l'environnement (vide résidus solides) Augmentation du nombre de foyers de dissonance paysagistique due à des situations d'intervention déréglées et de pressions sur le milieu naturel fragile
Structure du système urbain et Organisation Territoriale	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'un ensemble important et cohérent d'instruments de planification sectorielle et d'aménagement du territoire à l'échelle régionale 	<ul style="list-style-type: none"> Modèle de peuplement très différencié dans l'espace régional, présentant parallèlement un type de peuplement très dispersé et fragmenté et une concentration excessive sur le littoral sud et, plus particulièrement, dans l'espace central dont Funchal est le pôle Structuration déficiente du réseau urbain, avec des aires urbaines dégradées et des faiblesses dans la relation urbain-rural
Conditions de vie et Développement Social	<ul style="list-style-type: none"> Relations privilégiées avec les communautés d'ex-émigrés (vide Afrique du Sud et Amériques) Gouvernement propre, rendant possible une meilleure adéquation des politiques 	<ul style="list-style-type: none"> Petite dimension du territoire, ce qui rend difficile l'obtention de niveaux d'efficacité de quelques équipements et services
Compétitivité Economique Régionale	<ul style="list-style-type: none"> Valorisation de la position privilégiée dans l'espace atlantique et conditions pour participer à la connaissance et à l'exploitation des océans Opportunités commerciales offertes par l'ouverture de nouvelles issues pour les produits traditionnels et certifiés dans un cadre géographique donné, ainsi que par l'existence d'un segment de la demande qui valorise les aliments biologiques Rénovation des avantages compétitifs de l'offre touristique, par la diversification du produit touristique offert (congrès et incitation, tourisme sportif, golf et sports nautiques, tourisme actif, éco-tourisme, tourisme de croisière et de groupes avec des intérêts scientifiques liés à l'environnement) 	<ul style="list-style-type: none"> Perte de compétitivité du produit touristique et de destination si l'image traditionnelle de qualité n'est pas maintenue Perte d'avantages compétitifs (face aux changements qui ont lieu dans le scénario international) qui peuvent compromettre la stratégie de captation d'investissement étranger et de développement de services internationaux Risque de disparition d'entreprises, en particulier dans les activités traditionnelles Dépendance croissante de la structure économique régionale des activités liées, directe ou indirectement, au secteur du tourisme



CONCEPTION DU POPRAM III



Domaine d'analyse du diagnostic réalisé	Opportunités	Menaces
Compétitivité Economique Régionale (suite)	<ul style="list-style-type: none"> ü Elargissement des chaînes de valeur des activités économiques: rationalisation des circuits de commercialisation, intégration de productions et de services avancés ü Conditions favorables dans le cadre de la Zone Franche, au développement d'activités industrielles et de services, englobant l'aire financière internationale et autres services internationaux ü Développement de la filière du bâtiment (segment logement, récupération du patrimoine urbain et conservation/amélioration d'infrastructures, notamment routières) 	
Emploi, Education et Qualification Professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> ü Accroissement important de la part de population qui a atteint le niveau d'enseignement (supérieur) universitaire et polytechnique durant la dernière décennie, supérieure aux valeurs moyennes nationales 	<ul style="list-style-type: none"> ü Risques d'une marginalisation plus forte, qui découlent de la capacité d'adaptation insuffisante des systèmes d'éducation, de formation et de science et technologie aux nouvelles exigences de la Société de l'Information et du marché de travail ü Faible articulation entre les institutions d'enseignement supérieur et le monde de l'entreprise
Transports et Communications	<ul style="list-style-type: none"> ü Conditions de développement et d'utilisation de divers services associés aux télécommunications et aux technologies de l'information, ouvrant des perspectives à la réduction des désavantages du retard de développement et de la situation ultra-périphérique 	<ul style="list-style-type: none"> ü Risque de ne pas bénéficier des avantages de la libéralisation des transports et télécommunications, à cause du renforcement de la tendance à l'exploitation des réseaux les plus lucratifs
Innovation et Société de l'Information	<ul style="list-style-type: none"> ü Renforcement des structures scientifiques et technologiques, de création récente (Université de Madère et Complexe Scientifique et Technologique), ainsi que de l'interface avec les activités économiques et de la participation dans des réseaux de R&D 	
Environnement et Assainissement de Base	<ul style="list-style-type: none"> ü Possibilités ouvertes par la réforme de la PAC (renforcement de l'importance des mesures agro-environnementales) pour valoriser la fonction de l'agriculture dans le maintien et conservation du paysage humanisé caractéristique de la Région et dans l'équilibre écologique et social ü Avantages comparatifs, par rapport aux régions du continent, pour tirer profit des ressources d'énergie renouvelables (notamment d'origine hydrique, solaire, éolienne et de la biomasse) et de l'utilisation rationnelle de l'énergie, au moyen de systèmes de gestion et équipements plus efficaces ü Conditions privilégiées (reconnues par les organisations internationales) pour la connaissance, la conservation et la valorisation de la biodiversité 	<ul style="list-style-type: none"> ü Perte du caractère du paysage et augmentation des risques associés à des facteurs de nature géologique et à des phénomènes d'érosion, vu la difficulté du maintien de l'activité agricole, face à la libéralisation et à la mondialisation des échanges commerciaux ü Dégradation des conditions de recharge des aquifères ü Carences significatives dans le domaine du réseau d'eaux résiduelles dans la zone haute de Funchal, les ensembles suburbains des communes limitrophes et aires rurales, ainsi que dans leur traitement et destination finale ü Augmentation de l'utilisation du transport individuel
Conditions de Vie et Développement Social		<ul style="list-style-type: none"> ü Mauvaise conservation et dégradation progressive du patrimoine historico-culturel et ethnographique

Hierarchie de Priorités

L'analyse effectuée permet de conclure que les priorités principales du POPRAM III doivent se situer autour des grandes questions suivantes: (i) valorisation du patrimoine naturel possesseur d'une biodiversité élevée; (ii) protection du littoral et des ressources halieutiques; (iii) gestion du territoire visant la réduction des foyers de dissonance du paysage et la récupération du patrimoine monumental et ethnographique; (iv) promotion de Madère en tant que destination touristique essentiellement tournée vers la contemplation et la découverte de la Nature; (v) récupération du réseau de biefs et d'anciens sentiers, essentiels à l'affirmation de Madère dans le domaine du tourisme écologique; (vi) élargissement du réseau d'assainissement de base et des unités de traitement d'eaux résiduelles; (vii) réduction de la production de résidus et augmentation de l'exportation des produits recyclables; (viii) développement de l'éducation et de la formation technologique des jeunes en accord avec les nécessités prévues du marché régional; (ix) développement de programmes d'éducation ayant pour but de freiner et inverser le processus d'exclusion sociale de groupes et petits segments de la population; (x) renforcement de la relation entre l'Université de Madère et le tissu entrepreneurial de la Région; (xi) renforcement des structures scientifiques et technologiques (Université de Madère et Technopôle); (xii) réduction des asymétries intra-régionales; (xiii) réduction de la charge excessive de population de Funchal et communes limitrophes; (xiv) profiter des conditions édapho-climatiques pour développer une agriculture tournée vers la qualité des produits objets d'une demande croissante dans le marché régional, national et européen; (xv) valorisation des énergies renouvelables, en augmentant

l'utilisation de ressources d'origine hydrique, solaire, éolienne et de la biomasse; (xvi) utilisation rationnelle de l'énergie, au moyen de systèmes de gestion et des équipements plus efficaces.

**Tableau 4 – Pertinence des Priorités du POPRAM III
dans la Nouvelle Matrice SWOT de la Région**

Priorités stratégiques	Objectifs spécifiques des Mesures (priorités spécifiques)	Pertinence dans la nouvelle Matrice SWOT			
		S	W	O	T
A – Renforcer la compétitivité et la position géostratégique de l'économie de Madère	Promouvoir l'affirmation de la Région au niveau national et communautaire dans le domaine de la Société de l'information, à travers le développement de contenus digitaux qui la promeuvent et la placent au niveau international, surtout dans les domaines de l'éducation, du tourisme, des loisirs et de la culture et du commerce électronique	Très forte			
	Renforcer le développement des infrastructures et services associés à la Société de l'Information et stimuler l'accès aux nouvelles technologies ainsi que leur utilisation	Très forte			
	Développer le potentiel humain de la Région dans le domaine de la Science et de la Technologie, la fixation de cadres et renforcer la capacité d'innovation	Très forte			
	Promouvoir l'internalisation, l'image de la Région et la venue de nouveaux investissements		Très forte		
	Promouvoir l'efficacité de la base entrepreneuriale productive, dans la perspective du développement durable de la compétitivité		Très forte		
	Renforcer la compétitivité économique de la production régionale (y compris au niveau du marché externe), en sauvegardant l'environnement et la cohésion économique et sociale	Très forte		Très forte	Très forte
	Renforcer le système de voies de liaison aux infrastructures d'accès à l'extérieur	Très forte			
	Diversifier les activités économiques en milieu rural		Très forte		
	Augmenter la productivité de la pêche, au niveau des prises, de l'approvisionnement, de la transformation et de la commercialisation des produits		Très forte		Très forte
	Augmenter la production aquacole		Très forte		
	Consolider la demande touristique, en diversifiant les marchés et en améliorant l'image de la destination Madère	Très forte		Très forte	Très forte
Renforcer le réseau d'équipements et infrastructures touristiques, routiers, portuaires et urbains de l'île de Porto Santo	Très forte			Très forte	
B – Promouvoir l'emploi et l'employabilité du potentiel humain	Améliorer le niveau de qualification des jeunes de la Région et promouvoir leur intégration professionnelle	Très forte		Très forte	
	Promouvoir la qualification, la reconversion et la réinsertion professionnelle des adultes chômeurs et prévenir/combattre le chômage de longue durée	Très forte			Très forte
	Élever le niveau de compétence, connaissances et capacité de la population active	Très forte			
	Promouvoir l'égalité des chances d'accès à la formation et au marché du travail	Très forte			Très forte
	Promouvoir le dialogue social et le développement des partenaires sociaux en augmentant le partenariat qui stimule la qualification, l'emploi et la compétitivité, stimuler l'esprit entrepreneurial et promouvoir et faciliter le processus de création d'entreprises et d'emplois	Très forte			
	Assurer une meilleure articulation des systèmes d'Éducation/Formation/Emploi et améliorer la qualité des actions	Très forte			Très forte
	Améliorer les conditions de vie et de travail des paysans et des populations rurales	Très forte			
	Soutenir l'organisation, l'association et l'initiative des agriculteurs, du point de vue socio-économique et socioprofessionnelle	Très forte			
	Valoriser économiquement et socialement les actifs liés au secteur de la pêche		Très forte		Très forte
	Dynamiser les initiatives entrepreneuriales créatrices d'emploi	Très forte			
	Améliorer les conditions de circulation, en favorisant l'écoulement des produits agricoles	Très forte			
	Atteindre jusqu'en 2006 un ratio de 50% d'élèves de l'enseignement secondaire qui suivent des cours technologiques et professionnels et de 20% d'élèves qui suivent la 13ème année professionnalisante	Très forte			
Garantir un emploi et l'accès à des réseaux informatiques à 5% des élèves	Très forte				
C – Assurer l'amélioration de la qualité de vie et préserver les valeurs environnementales	Promouvoir le développement équilibré du territoire	Très forte			Très forte
	Protéger et valoriser l'environnement, en créant des conditions pour la préservation et la gestion durables des ressources naturelles stratégiques	Très forte		Très forte	Très forte
	Réduire les asymétries internes de développement et promouvoir l'amélioration de la qualité de vie	Très forte			
	Promouvoir la qualité et l'innovation de la production agro-forestière et agro-rurale, en vue d'obtenir un accroissement durable de la productivité et de répondre de manière efficace aux nouvelles exigences des consommateurs, en matière de qualité et de sécurité alimentaire	Très forte			
	Assurer la survie d'exploitations de petite dimension qui jouent une fonction importante d'équilibre environnemental et de composition du paysage		Très forte		Très forte
	Aménager et gérer les espaces forestiers	Très forte			
	Préserver et gérer les habitats et les ressources naturelles	Très forte		Très forte	Très forte
	Améliorer et rationaliser l'exploitation du potentiel halieutique		Très forte		Très forte
	Améliorer le réseau routier et les conditions de circulation	Très forte			
	Augmenter le réseau de l'éducation préscolaire de façon à avoir une couverture de 98% en 2006	Très forte			
	Généraliser l'école à Temps Complet pour le 1er cycle de l'Enseignement de Base jusqu'en 2006	Très forte			
	Réduire de 20% le pourcentage d'élèves qui n'achèvent pas la scolarité obligatoire jusqu'en 2006	Très forte			
	Accroître jusqu'à 99% la population inscrite dans les Centres de Santé, par rapport à la population de leur zone d'influence	Très forte			
	Réduire de 2‰ le taux de mortalité infantile	Très forte			

Très forte Forte



CONCEPTION DU POPRAM III



En synthèse, on peut réaffirmer que les priorités établies par le POPRAM III continuent d'être pertinentes et révèlent la cohérence du Programme par rapport à ses orientations stratégiques. Il faut ici recommander un engagement redoublé en ce qui concerne la Mesure 1.2. (Stimulation de l'Innovation et de la Société de l'Information) en symbiose avec les actions du domaine de la mesure 1.4. (Protection et Valorisation de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire) essentielles au développement d'une Plate-forme d'Excellence Euro-Atlantique.

1.2. Cohérence de la Stratégie

Cohérence Interne

L'articulation entre les trois objectifs généraux/vecteurs de la stratégie régionale et les objectifs spécifiques des deux Axes Prioritaires qui structurent la stratégie de l'opération dans le cadre du Programme permet de vérifier que, en général, les relations identifiées dans l'évaluation ex-ante persistent au moment actuel du Programme (cohérence verticale).

L'objectif général, « renforcer la compétitivité et la position géostratégique de l'économie de Madère » aura été atteint avec une forte intensité dans toutes les mesures de l'Axe 1, sauf dans la Mesure 1.2, où son champ a été restreint dans le cadre du POPRAM III, surtout en ce qui concerne les composantes « science, technologie et innovation » et « promotion de l'internationalisation ». Ce même objectif général est aussi présent dans des mesures de l'Axe 2 (Mesures 2.3 et 2.6).

Le second objectif général "promouvoir l'emploi et l'employabilité du potentiel humain", bien que réparti entre les axes, continuera d'enregistrer une bonne articulation, à cause de l'excellente performance que la Mesure 1.5. (FSE) a enregistré, et compte sur quelques synergies développées par d'autres Mesures FEDER (2.3, 1.2 et 2.6).

En ce qui concerne le troisième vecteur "assurer l'amélioration de la qualité de vie et préserver les valeurs environnementales" on peut estimer qu'il enregistrera, en termes généraux, une articulation identique à celle qui a été prévue, dans quelques cas nettement supérieure, due au renfort du financement qui découle de la reprogrammation du 16 mai 2003¹ (Mesures 1.4 et 2.4).

L'évaluation du degré de réponse obtenue par les mesures relativement aux objectifs spécifiques des axes prioritaires (analyse de la cohérence horizontale) prend comme base des éléments de l'Évaluation de l'Efficiences. Dans l'Axe 1, l'on remarque la Mesure 1.5., qui, par sa transversalité, est celle qui enregistre la meilleure réponse aux objectifs de l'axe et, simultanément, garde pour la période 2000-2002 l'importance prévue dans l'analyse ex-ante.

Les trois objectifs de l'Axe 1 qui finissent par être les plus importants sont ceux de la "rénovation des avantages compétitifs de l'offre touristique/consolidation de la demande", suivis par "la création de conditions pour le développement équilibré du territoire et la gestion des ressources naturelles", et "l'amélioration des conditions d'accès aux marchés", ayant une forte cohérence entre eux. Dans le cas de l'Axe 2, la « réduction des asymétries internes de développement au moyen d'une meilleure structuration du réseau de voirie », avec une contribution importante de la Mesure 2.4 et, dans un moindre degré, des Mesures 2.5 et 2.6, se présente nettement comme l'objectif « d'élection ». L'objectif "promouvoir la compétitivité, l'emploi et la valorisation de la base économique locale", souffre de quelques insuffisances de dynamique des Mesures 2.1, 2.2 et 2.3, mesures qui ont débuté avec quelque retard et qui, pour des raisons structurelles et conjoncturelles spécifiques des secteurs concernés, font face à quelques difficultés.

En tant que note finale, on peut conclure qu'il existe une forte articulation du Programme, en termes de cohérence verticale et horizontale, et qu'il existe des synergies appréciables entre les Mesures. L'on considère que, pour des raisons de cohérence interne du Programme, la structure actuelle de distribution financière pour la période 2003-2006 devra être maintenue.

¹ Reprogrammation financière du Programme, approuvée par la Commission Européenne, qui a consisté en un renfort FEDER des Mesures 1.4 et 2.4 de 12 millions d' Euros et 10 millions d' Euros, respectivement, au détriment des Mesures 1.2 et 2.3, en 18,2 millions d' Euros et 3,8 Millions d' Euros, respectivement.



Cohérence Externe

Dans l'évaluation de la cohérence entre le POPRAM III et les politiques régionales ont été prises en compte les synergies et les complémentarités que les programmes analysés pourront apporter à la concrétisation de la stratégie de développement que le POPRAM III se propose d'aborder et l'identification d'éventuelles superpositions ou difficultés de délimitation d'appuis qui compromettent ces synergies.

Bien que l'on constate un alignement raisonnable entre les objectifs stratégiques du POPRAM III et ceux du PDES (2001-2004), l'on vérifie qu'il n'y a pas de symétrie conceptuelle ni de langage. Bien que les axes stratégiques prioritaires soient les mêmes, l'on constate une contradiction concernant l'axe auquel appartiennent les objectifs "protection et valorisation de l'environnement et aménagement du territoire" et "compétences humaines et équité sociale". En outre, il existe deux mesures/objectifs dans le POPRAM III, à savoir "Agriculture et Développement Rural" et "Pêche et Aquaculture", insérées dans l'Axe Consolidation de la Base Economique et Sociale de la Région, qui ne se trouvent pas prévues de manière explicite dans le PDES.

L'on vérifie qu'il existe une cohérence élevée dans le domaine stratégique de Stimulation de l'Innovation et de la Société de l'Information, étant donné les synergies et les complémentarités avec la Stratégie Régionale de Développement de la Société de l'Information. Cette cohérence se traduit par les politiques suivies et plusieurs documents, diplômes, Programmes, projets et études élaborés pour la RAM.

L'on constate aussi une forte cohérence entre le POPRAM III, le PRE et la Stratégie Européenne pour l'Emploi (SEE). Cependant, il importe de signaler que la directive "Appuyer la capacité d'adaptation des entreprises et des travailleurs" de la SEE ne se trouve apparemment pas explicite, soit dans le PRE, soit dans le POPRAM III.

La composante agricole du POPRAM III se présente comme le principal instrument de politique, orienteur des investissements agricoles dans le sens d'une reconversion productive, technologique et structurale (avec des gains d'efficacité économique prévisibles). Bien que présentant des complémentarités conceptuelles et objectives avec le Programme d'Options Spécifiques pour Faire Face à l'Eloignement et à l'Insularité de Madère et Azores (POSEIMA) et avec le PDRu Madère, la non application de mesures pertinentes de ces deux instruments, compromet, dans la pratique, la capacité qu'ils auraient, ensemble, à favoriser la restructuration et la diversification du secteur agricole régional, s'ils avaient été intégrés.

La cohérence entre le POPRAM III et les Politiques Nationales et Communautaires a également été analysée.

Les complémentarités et/ou synergies, d'un côté, et l'absence de duplication ou conflits, de l'autre côté, entre Programmes et Mesures mais aussi la convergence d'objectifs, sont évidentes dans quelques situations ou cas paradigmatiques, dont on doit souligner:

- ü la définition et l'articulation adéquates atteintes, en évitant les duplications, entre les Projets à intégrer dans la Mesure 1.2 - Stimulation de l'Innovation et de la Société de l'Information et ceux du POSI;
- ü l'existence de projets à forte composante de Société de l'Information (Mesure 1.2 – POSI), Innovation, Science et Technologie (mesure 1.5 – POCTI) avec des chercheurs supportés par le PRODEP;
- ü la synergie et la complémentarité de la Mesure 1.2 - Stimulation de l'Innovation et de la Société de l'Information relativement à d'autres mesures du même Programme, mais aussi avec le POSI et le POCTI nationaux, le Plan d'Action e-Europe 2005 communautaire ("*e-learning*", "*e-Health*", "*e-Government*" et "*e-Business*") et, encore, le PRAI et le Programme Madère Digitale;
- ü l'existence de projets insérés dans la Mesure 2.3, notamment dans son Action 2.3.1 – Stimulations à la Création de PME et à la Promotion de l'Efficacité Entrepreneuriale (e.g. Equipements Informatiques et Constructions de Sites sur l'Internet, entre autres), qui possèdent une forte composante d'Innovation et Société de l'Information (Mesure 1.2). Ici aussi, il existe des complémentarités et des synergies importantes;
- ü l'existence d'autres projets qui sont développés en complémentarité et convergence d'objectifs entre mesures du POPRAM III, et entre celles-ci et les PO sectoriels.



CONCEPTION DU POPRAM III

Il importe de souligner que, malgré la cohérence démontrée, le POPRAM III doit être remanié ou ajusté en accord avec les nouveaux documents et réalités parus après son élaboration.

1.3. Pertinence des Indicateurs de Quantification d'Objectifs

Le système d'indicateurs adopté par le POPRAM III accomplit de forme assez satisfaisante la fonction de surveillance et d'évaluation du Programme:

- ü les indicateurs de contexte se révèlent adéquats aux objectifs tracés dans le Programme, et on observe un bon niveau de couverture d'indicateurs dans la majorité des domaines stratégiques de l'intervention;
- ü les indicateurs relatifs à des objectifs globaux, spécifiques et opérationnels couvrent de manière satisfaisante les deux axes prioritaires définis par le Programme, permettant de mesurer les changements qui découlent de son exécution. Les indicateurs de réalisation, de résultat et d'impact présentent, en termes généraux, un niveau qualitatif positif, et se révèlent consistants au niveau de leur pertinence, importance, fiabilité et utilité;
- ü les indicateurs relatifs aux priorités horizontales sont adéquats pour quantifier les situations de départ et d'objectif, ayant la capacité de répondre aux sollicitations relatives à la Société de l'Information et à l'Environnement. En ce qui concerne l'Égalité des Opportunités entre Hommes et Femmes, le système devra encore récupérer de l'information;
- ü la batterie d'indicateurs de réserve d'efficacité se révèle pertinente et de grande utilité pour l'évaluation des résultats du Programme, accomplissant les critères d'importance.

Malgré l'importance du maintien/actualisation, fiable et à jour, du système d'indicateurs, des solutions structurées, sûres et spécifiques de support à ce besoin n'ont pas été conçues, à l'exception de la base de données de DRFP (FSE). L'exercice de quantification des indicateurs d'objectif s'est appuyé sur de simples feuilles de calcul, autonomes et dispersées (selon les différents organismes responsables de la gestion des indicateurs). Ce fait contribue à la dispersion de l'information se rapportant à l'exécution du Programme et pose quelques réserves pour ce qui est de la garantie du support utilisé. Ainsi, les solutions expéditives adoptées ont pour principal objectif l'accompagnement financier de l'exécution, ne permettant pas, sauf dans de rares cas, le calcul automatique des indicateurs.

Par ailleurs, en simultanément avec le besoin d'actualisation annuelle des indicateurs, l'EAT a développé un travail dans le sens de l'importance et du contrôle de la méthodologie de calcul de chacun des indicateurs. Actuellement, il ne reste que quelques difficultés au niveau des indicateurs de résultat, soit parce qu'ils présentent des problèmes d'actualisation adéquate, soit parce qu'ils dérivent du rythme de production d'organismes externes.

Malgré la complexité du système de collecte, il faut reconnaître l'existence de mécanismes d'accompagnement régulier, prévus dans les Pistes de Contrôle existantes et dans les documents de travail produits par l'EAT, concernant le Système d'Indicateurs d'Accompagnement, capables de collecter et de vérifier la réalisation physique des projets, ce qui non seulement garantit l'existence de données de base pour la quantification des indicateurs de réalisation physique, mais aussi l'existence de moyens de contrôle/vérification de la véracité de l'information.

1.4. Intégration des Priorités Horizontales

Environnement: L'existence d'un nombre important de plans sectoriels donne une cohérence très forte à l'ensemble des objectifs du POPRAM III et constitue un bon indicateur de l'engagement régional dans le domaine de l'énergie et de la gestion de l'environnement.

Égalité d'Opportunités Hommes/Femmes: La préoccupation de l'inclusion de cette priorité horizontale se fait spécialement sentir dans la Mesure 1.5. – « Compétences Humaines et Équité Sociale » et, de manière générale, en ce qui concerne les critères de sélection des projets à présenter, surtout ceux financés par le FSE.

Société de l'Information: La Priorité Horizontale Société de l'Information a été pleinement intégrée dans la définition stratégique et dans l'exécution du POPRAM III.



1.5. Qualité du Système de Gestion et Accompagnement

L'évaluation de la qualité du SGA du POPRAM III a utilisé une méthodologie caractérisée par la combinaison des éléments suivants:

- ü réalisation d'un travail systématique d'interviews élargi à la totalité des éléments ayant des responsabilités au niveau de la gestion;
- ü analyse attentive du vaste matériel produit par la gestion sur la marche et la configuration organique du Programme lui-même, faisant ressortir de ce matériel surtout ce qui peut être considéré comme de l'auto-évaluation de l'équipe de gestion;
- ü réalisation et traitement d'une enquête systématique à tous les responsables de la gestion et de la coordination technique du POPRAM III, de façon à rendre la dimension de la gestion et d'accompagnement, en termes de ressources techniques et humaines, la plus objective possible;
- ü intégration des analyses d'efficacité et d'efficacités réalisées par l'Équipe d'Évaluation et qui figurent dans le Rapport Final et aussi, de manière plus synthétique, dans ce Sommaire Exécutif;
- ü traitement d'enquêtes aux promoteurs, avec une référence spécifique à la qualité de la gestion;
- ü élaboration de synthèses d'évaluation organisées, préférentiellement, autour des questions d'évaluation qui marquent la méthodologie proposée par le consortium pour réaliser l'évaluation du SGA.

La structure centrale de gestion et de coordination du POPRAM III est concentrée positivement sur l'IFC, avec une forte capacité d'expérience en termes d'application et de coordination de Fonds Structurels et de politiques communautaires dans la RAM, ce qui constitue un facteur décisif dans l'efficacité globale avec laquelle le Programme a été géré.

Le SGA du POPRAM III se situe dans la trajectoire correcte de l'évolution de la gestion des Fonds Structurels, progressivement intégrée dans l'Administration Publique Régionale. Celle-ci réunit les meilleures conditions pour en assurer l'intégration de manière efficace et efficiente.

Le SGA hérite d'une programmation lisible en termes de structure de programme, objectifs et axes prioritaires, en combinant une programmation de valorisation de la qualité de la dotation infrastructurelle et de qualification des ressources humaines avec la promotion de facteurs d'innovation et d'excellence.

L'action de gestion a été plus conséquente sur l'axe qui correspond à une plus grande capacité réelle d'investissement, et on peut conclure que le niveau de proactivité de la promotion de projets d'excellence, est en deçà de ce que la capacité de gestion et la solidité technique des structures de gestion pourrait permettre, n'étant pas visibles dans ce contexte, des typologies de projets et interventions qui prennent en compte la durabilité future de l'effort infrastructurel, à l'exception du précieux effort qui, via le FSE, est en train d'être fait en termes de formation d'actifs.

La nature non conflictuelle que le fonctionnement de l'Unité de Gestion a revêtu constitue un indicateur du climat formel et informel favorable que la gestion a réussi à imprimer au POPRAM III, capitalisant en sa faveur et celle de l'efficacité du Programme, le climat fluide de rapports entre les services concernés par la gestion.

L'articulation inter-institutionnelle du POPRAM III manque toujours de développement en termes de projets conséquents en cette matière-là, et on doit conclure que la capacité et la qualité de présentation de projets de la part des municipalités doivent être renforcées.

Quand on compare les résultats obtenus en termes de concrétisation d'objectifs stratégiques avec le nombre de moyens humains et techniques englobés dans la gestion, l'évaluation conclut qu'il s'agit d'une structure efficiente, et qu'il serait pratiquement impossible d'atteindre ces résultats si des moyens humains et techniques étaient libérés, et estime que la future mise à la disposition d'un système d'information qui permette un véritable accompagnement permanent et intégré des divers Fonds Structurels créera des ressources pour assurer une plus grande proactivité de la promotion de projets sans demande réelle.

Ce n'est pas en termes de déroulement de la procédure que le POPRAM III a des marges significatives de progression, mais plutôt dans sa capacité de sélection et de promotion de projets, surtout dans le cadre de l'axe tourné vers l'excellence et l'innovation, dans le renforcement du pouvoir des municipalités et dans la création de mécanismes et plate-formes de contrôle et d'évaluation de la convergence entre les différents Fonds Structurels.

2. PERFORMANCE DU POPRAM III

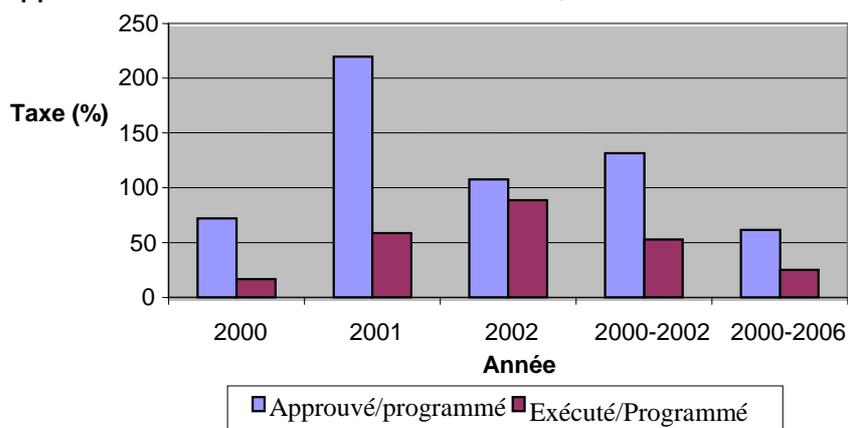
2.1. Efficacité

Une Lecture de la Performance du Programme – Evolution Globale

Le 31 décembre 2002, le taux d'approbation face à ce qui a été programmé pour la période triennale dépassait les 131%, ce qui correspondait déjà à un niveau élevé d'engagement du Programme relativement à ce qui a été programmé pour 2000-2006 (62%). Cependant, le rythme d'exécution de la dépense approuvée est en deçà des niveaux d'approbation (40% d'exécution financière et 66% de réalisation physique), ce qui correspond plus ou moins à 25% de la valeur globale de la dotation du POPRAM III (2000-2006). Les performances sont présentées par Fonds Structuraux, avec de bons résultats dans le cas du FSE et du FEDER et des résultats toujours insuffisants pour le FEOGA et l'IFOP:

- ü FSE (10,4% de la dotation du Programme), à signaler les plus hauts niveaux d'approbation et d'exécution, en signalant y compris un niveau d'engagement éventuellement excessif face à ce qui a été programmé jusqu'en 2006 (76%, le 31 décembre 2002, et 84%, le 30 juin 2003);
- ü FEDER (73% du total des montants du Programme), qui à la fin de 2002 avait un taux d'approbation qui dépassait en 36,5% le montant de l'investissement programmé pour les trois ans et atteignait déjà autour de 64% de la programmation du fonds prévue pour 2000-2006 (67%, le 30 juin 2003);
- ü FEOGA et IFOP, avec des retards relatifs pour ce qui est de l'approbation et de l'exécution, mais significatifs pour ce dernier Fonds Structurel, essentiellement provoqués par le retard de la réglementation de quelques-unes des Actions des Mesures 2.1 et 2.2 correspondantes, mais avec une récupération importante du retard en 2002, dans le cas du FEOGA.

Figure 1 – Approbation et Exécution du POPRAM III, Situation au 31 décembre 2002



Une Lecture de la Performance du Programme – Distinction par Axe et Mesure

L'Axe 1 enregistre des taux d'approbation et d'exécution, respectivement, identiques et supérieures à celles du POPRAM III, le taux d'engagement face à la période 2000-2006 étant, en contrepartie, bien que relativement élevée, inférieure à celle du Programme (55%, le 31 décembre 2002, et 63%, le 30 juin 2003). Après la reprogrammation, le 16 mai 2003, le poids de la dotation de l'Axe 1 a été réduit de 44,7% à 43,5%. La situation de l'Axe 1 ne se présente pas homogène, sinon voyons:

- ü Toutes les mesures, à l'exception de la 1.2, se trouvent dans une situation de overbooking relativement à l'investissement programmé pour la période 2000-2002, ce qui est déjà révélateur d'un engagement significatif de sommes dans cet Axe, bien que concentrées sur 2001 et 2002, vu qu'en 2000 seules les Mesures 1.4 et 1.5 étaient approuvées;
- ü L'on vérifie l'occurrence d'un comportement relativement antagonique de deux des mesures les plus emblématiques (1.2 e 1.5), la première ayant un niveau d'approbation et d'exécution très faible, ce qui fait que les objectifs définis au départ pour la mesure se trouvent nettement en



dessous de l'attendu, tandis que la Mesure 1.5 (FSE) enregistre un rythme d'approbation et d'exécution fort, autour de 75% du montant programmé jusqu'en 2006 (85%, le 30 juin 2003) étant déjà engagé. Cet aspect constitue un élément d'appréhension, du fait qu'il peut en résulter, pour la deuxième période triennale, de fortes contraintes au fonctionnement du système de formation initiale qui représente un aspect majeur dans le cadre de la mise en œuvre du Programme;

- ü C'est la Mesure 1.1 qui présente le niveau d'exécution le plus élevé de la composante FEDER, mais concentré sur une typologie spécifique d'actions (avec de forts impacts sur la promotion du tourisme), ce qui met en évidence l'urgence de l'approbation et exécution de projets qui, de pair avec ceux déjà développés, concourent pour que les objectifs de cette mesure soient pleinement atteints avant la fin de la période de programmation;
- ü Le degré de réalisation physique des projets approuvés est toujours supérieur au taux de l'exécution financière, mais avec une grande hétérogénéité entre mesures (la Mesure 1.5 avec un taux de réalisation physique de 100% ; la Mesure 1.2 n'atteint pas 25% et progresse peu au premier semestre de 2003; et les mesures restantes oscillent entre 58% et 75%, montrant des progrès notoires au premier semestre de 2003);
- ü globalement, on a vérifié de francs progrès au cours du premier semestre 2003, en termes d'approbation et d'exécution le taux d'engagement de l'Axe 1 se situant autour de 63%, mais avec des différences significatives entre mesures (un maximum de 85% dans la Mesure 1.5 et un minimum de 42,5% dans la mesure 1.2). Ces deux dernières mesures ont également enregistré des situations extrêmes, en termes d'exécution; on peut conclure que c'est dans la Mesure 1.2 qu'il continue, même après la reprogrammation, à persister des difficultés en termes d'approbation et d'exécution, toutes les autres mesures présentant des valeurs assez satisfaisantes.

L'Axe 2, complémentaire du premier, a vu son poids relatif augmenter à 55,1% (pendant la reprogrammation financière). Il enregistre un taux élevé d'approbation et d'engagement (65%, le 31 décembre 2002, et 72%, au 30 juin 2003) et aussi un taux d'exécution significatif (évoluant de 37% à 44% par rapport à ce qui a été approuvé), en grande partie à cause de la grande concentration de ressources de la Mesure 2.4, qui se distingue nettement des mesures restantes, sinon voyons:

- ü la Mesure 2.4, la principale bénéficiaire de la reprogrammation financière (son poids dans le Programme est passé de 18,7% à 20,5%) et avec un impact important dans la réduction des asymétries intra-régionales en matière d'accessibilités, a une trajectoire excessive en termes de niveau d'approbation (overbooking face à la dotation 2000-2006) et des taux d'exécution élevés (72% face à ce qui a été approuvé le 30 juin 2003). A cause de cette situation, il ne sera donc pas possible d'exécuter tous les projets déjà approuvés, l'annulation de quelques-uns sera obligatoire, et cela est déjà arrivé;
- ü toujours dans le cas de l'Axe 2, le degré de réalisation physique dépasse celui de l'exécution financière, en particulier pour la mesure d'accessibilités, en contraste avec la Mesure 2.3, qui manifeste le taux d'exécution financière le plus bas, bien qu'avec des progrès notoires en termes de réalisation physique en deux actions, et avec les Mesures 2.1 et 2.2, qui enregistrent quelques difficultés, y ayant également des actions qui n'ont pas encore débuté;
- ü la Mesure 2.5 est dans une situation intermédiaire, bien qu'elle enregistre, au premier semestre 2003, un grand essor dans l'approbation de projets;
- ü la Mesure 2.6 enregistre un progrès graduel en termes de réalisation physique, son exécution financière réduite s'expliquant, partiellement, par son taux d'engagement élevé au 30 juin 2003.

L'impact des mesures de l'Axe 2 sur les objectifs stratégiques est assez inégal, avec des contributions insuffisantes pour la consolidation de la base économique et sociale de la Région:

- ü les Mesures 2.1 et 2.2 enregistrent un impact en deçà du prévu sur la modernisation de l'agriculture et de la pêche², très conditionnées par le contexte de crise de ces secteurs et la

² Même en considérant le retard important dans la réglementation des diverses actions et sous-actions des deux mesures, qui s'est réfléchi sur leur exécution.



PERFORMANCE DU POPRAM III



faible capacité d'entreprise, étant, dans le cas de la pêche, trop dirigée vers la destruction d'embarcations. Dans le cas de la Mesure 2.1, sa mise en œuvre s'est centrée, essentiellement, sur seulement quatre sous-actions, avec un impact très important au niveau du revenu des bénéficiaires, mais minime en termes régionaux. Les investissements en infrastructures, qui ont embrassé un pourcentage très important des exploitations et de la SAU de la Région ont été l'exception. Dans le cas de la mesure 2.2, le manque de candidatures et le nombre réduit de projets approuvés est, d'une certaine manière, préoccupant et pénalisant pour le Programme;

- ü la Mesure 2.3, avec quelques objectifs ambitieux mais pas atteints (Société de Garantie Mutuelle et Société Financière de Capital Risque, la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la correction des dysfonctions environnementales des activités économiques) présente une forte articulation avec, soit les priorités stratégiques du Programme ("renforcer la compétitivité et la position géostratégique de l'économie de Madère" et "promouvoir l'emploi et l'employabilité du potentiel humain"), soit avec les Mesures 1.1, 1.2 et 1.5;
- ü la Mesure 2.4, celle de la plus grande importance financière relative de cet Axe, ira, par l'amélioration des accessibilités, diminuer les distances-temps de la traversée de l'île, impliquer un usage moindre de combustible, une moindre pollution et l'amélioration de la mobilité et des conditions de vie de la population;
- ü la Mesure 2.5, orientée vers la promotion de la cohésion sociale et de la qualité de vie, présente une articulation avec les Mesures 1.2, 1.4 et 1.5 qui démontre la relation croissante entre les écoles et l'équipement informatique et multimédia respectif, avec leurs conséquences naturelles au niveau de la sensibilisation et de la diffusion de ces équipements;
- ü la Mesure 2.6, avec la perspective de contribuer au développement intégré de l'île de Porto Santo, prenant en compte ses problèmes spécifiques et ses potentialités, présente une expressivité financière réduite dans l'axe.

Tableau 5 – Evolution de l'Approbation et Exécution Financière Face au Programmé 2000-2006 et Réalisation Physique**

Axe Mesure	31 Décembre 2002				30 Juin 2003			
	A/P 00-06	E/P 00-06	E/A	E/ A Physique	A/P 00-06	E/P 00-06	E/A	E/A Physique
Axe 1	54,7	24,9	45,5	64,0	62,7	30,9	49,3	49,3
M 1.1	54,5	27,4	50,2	67,2	58,0	33,2	57,2	76,8
M 1.2 *	19,2	3,1	16,2	24,7	42,5	6,6	15,5	27,6
M 1.3	57,0	17,9	31,4	35,8	60,7	27,9	46,0	75,2
M 1.4 *	55,9	23,3	41,7	43,6	57,0	27,1	47,6	58,1
M 1.5	75,9	43,7	57,5	100,0	84,6	46,6	55,1	100,0
Axe 2	68,1	25,1	36,8	67,3	71,6	31,2	43,6	68,1
M 2.1	46,9	7,7	16,3	22,3	64,8	11,6	17,9	22,3
M 2.2	24,2	8,0	33,2	84,8	27,5	10,0	36,3	89,5
M 2.3 *	40,9	3,0	7,3	97,6	51,1	6,4	12,6	91,5
M 2.4 *	118,0	59,0	50,0	77,1	92,8	66,4	71,6	89,6
M2.5	29,3	8,7	29,7	47,9	64,7	11,6	18,0	37,1
M 2.6	96,6	13,1	13,5	32,9	82,8	13,8	16,7	55,8
Ass. Tec.	24,3	9,2	38	n-d	30,4	17,3	56,9	n-d
Total	61,5	24,8	40,3	n-d	67,2	30,9	46,0	n-d
FEDER	63,8	25,9	40,5	n-d	67,0	33,1	49,3	n-d
FSE	75,5	43,7	58	n-d	84,1	46,7	55,5	n-d
FEOGA	46,5	7,6	16,3	n-d	64,2	11,4	17,8	n-d
IFOP	24,2	8,0	33,1	n-d	27,4	9,9	36,3	n-d

Source: IFC, 2003 et calculs propres

* Mesures cible de reprogrammation en CP, juin 2003

** Valeurs calculées par rapport aux valeurs approuvées jusqu'à maintenant, les quantités physiques exécutées étant pondérées par la valeur monétaire correspondante des quantités approuvées

Une lecture de la Performance du Programme – Approche Sectorielle de l'Exécution du Programme

La structure de la répartition de la dépense publique par catégorie de domaines d'intervention permet de constater que, au niveau de l'approbation et de l'exécution, le POPRAM III, entre 2000 et 2002, a



surtout privilégié les infrastructures, en particulier la voirie, les ports, l'eau et l'assainissement. En contrepartie, sur cette période, on n'a vérifié aucune approbation ou exécution dans le domaine des infrastructures de l'énergie.

Le soutien à l'affermissement de la compétitivité de l'économie régionale a aussi quelque expression, concentrant autour de 40% de l'investissement approuvé et 36% du volume d'investissement exécuté, en particulier dans les composantes de formation professionnelle et emploi et tourisme. Dans ce versant de dynamisation, il faut encore souligner, en termes d'approbation, la composante de développement rural, tandis que les composantes d'aide aux PME et à la recherche, développement technologique et innovation, qui constituaient d'importants paris, restent nettement en deçà du prévu. En contrepartie, le versant de l'équipement du territoire apparaît avec une expression très faible face à ce qui a été programmé, soit en termes d'infrastructure de télécommunications et de société de l'information, soit en équipements sociaux (éducation et santé).

2.2. Efficience

L'analyse effectuée a permis de conclure que le Programme est géré avec de bons niveaux d'efficience, bien que, ponctuellement, on puisse signaler des cas de mesures ou de projets avec des niveaux d'efficience inférieurs à ceux attendus, en ce qui concerne l'achèvement d'objectifs fixés initialement. En comparant les ressources financières affectées et le degré de réalisation des indicateurs de l'objectif, seule la Mesure 2.4 ne présente pas un niveau d'efficience normal ou élevé. Les trois projets qui concourent pour le calcul de la réalisation physique de la mesure ont une réalisation physique élevée, mais pour cela des ressources financières considérables ont dû être affectées et réalisés, ressources très supérieures à celles qui avaient été programmées pour la première période triennale.

L'application des normes pour la fixation des valeurs de participation communautaire, tient les coûts à l'intérieur des paramètres définis au départ, pour la grande majorité des projets financés. La Mesure 2.6 se montre comme celle où les coûts maximums de référence permettent d'atteindre les niveaux d'efficience les plus élevés, en enregistrant un investissement total approuvé significatif par rapport aux montants appliqués du FEDER, et l'on doit, également, souligner la bonne prestation de l'action 2.3.1, où les taux de participation ont été, en termes généraux, inférieurs aux valeurs moyennes fixées.

L'information disponible indique que la dotation financière non encore affectée sera suffisante pour la réalisation de l'ensemble des buts fixés pour 2006. Ceci étant, en confrontant les résultats obtenus au moyen des méthodologies analytiques appliquées, l'on conclut que la performance du POPRAM III est assez positive en termes d'efficience.

2.3. Contribution du POPRAM III aux Objectifs du CCA III

L'on constate qu'il existe une cohérence entre les degrés de réalisation physique et de l'exécution financière, reportés au 31 décembre 2002, pour la généralité des mesures du POPRAM III. En effet, on conclut que pour toutes les mesures l'indice physique/financier est supérieur à l'unité (1,64 pour l'ensemble des mesures des Axes 1 et 2). On vérifie, cependant, une nette sous-valorisation financière dans le cas de la Mesure 2.3 et aussi, bien que dans un moindre degré, dans les Mesures 2.2 et 2.6. Dans le tableau suivant, l'information relative à chaque mesure/action et à chaque impact spécifique est reportée de forme consolidée à l'objectif correspondant du CCA, ce qui permet d'en tirer quelques conclusions.



PERFORMANCE DU POPRAM III

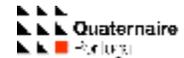


Tableau 6 – Synthèse Objectifs CCA/Mesures et Actions du POPRAM III

Objectif CCA	Poids Prog (1)	Poids Appr (2)	Poids Exéc (3)	Appr/Prog (4)	Exéc/Prog (5)
1 – Employabilité	7,1%	10,1%	15,0%	1,423	2,113
2 – Inclusion sociale	8,1%	6,2%	3,8%	0,765	0,469
3 – Qualité de vie	23,1%	27,2%	28,9%	1,177	1,251
4 – Système Urbain	20,6%	27,7%	32,4%	1,345	1,573
6 – Intégration réseaux	3,6%	3,5%	2,1%	0,972	0,583
7 – Espaces ruraux	10,3%	9,4%	2,8%	0,913	0,272
8 – Augm. Productivité	22,2%	15,2%	14,1%	0,685	0,635

Clés de lecture:

Colonnes 1, 2, 3: Niveau de contribution attendu et effectif, sur la base financière

%	Classification
>20	TF – Très Forte
[10-20]	F – Forte
[1-10]	M – Moyenne

Colonnes 4 et 5: Comparaison de la contribution potentielle (programmation) et de la contribution effective (approbation ou exécution)

>1.30	Très Supérieure
1.10 a 1.30	Supérieure
0.90 a 1.10	Convergente
0.70 a 0.90	Inférieure
< 0.70	Très Inférieure

Tableau 7 – Analyse Comparative du Degré de Contribution Attendu du POPRAM III pour Chaque Objectif CCA

		Contribution Attendue		
		Très Forte	Forte	Moyenne
Contribution Vérifiée	Très Supérieure	4		1
	Supérieure	3		
	Convergente			
	Inférieure		7	2 e 6
	Très Inférieure	8		

Objectifs pour lesquels la contribution est la plus importante
Objectifs pour lesquels la contribution est forte
Objectifs pour lesquels la contribution est faible
Trajectoire qui met les contributions en position difficile
n. a.

Les contributions potentiellement plus importantes se situent au niveau des objectifs 3 et 4, en termes de programmation, approbation et exécution. Au niveau de l'Objectif 3 (Amélioration de la Qualité de Vie), l'amélioration des conditions de mobilité et accessibilité, ainsi que de la qualité de la prestation des soins de santé, de la qualité des infrastructures et équipements éducatifs et des conditions d'aménagement et valorisation des espaces naturels et urbains se détachent comme des impacts spécifiques. La contribution pour l'Objectif 4 (Renforcement du Système Urbain) est aussi franchement positive, cela étant dû en bonne partie à la réduction du temps de parcours de la traversée de l'île, avec une amélioration énorme de l'accessibilité à Funchal et de meilleures conditions de circulation dans les agglomérations et de liaison aux voies rapides. Bien que cela puisse contribuer à quelque encombrement de la ville de Funchal, cela se reflète favorablement dans l'amélioration des conditions d'accès de la population de l'île aux équipements, commerces et services.

La contribution pour l'Objectif 1 est également très favorable (Renforcement de l'Employabilité et l'Élévation du Niveau de Qualification des Ressources Humaines), où la performance de l'ensemble des actions de la Mesure 1.5, à différents niveaux (amélioration de la formation initiale et des conditions d'insertion des jeunes, stimulation à la création d'auto-emploi, renforcement de l'enseignement technico/technologique et professionnel) a un poids très fort.

Bien que dans l'option de programmation les contributions pour l'Objectif 8 (Augmentation de la Productivité) soient appréciables, les résultats restent bien en deçà de ceux attendus, étant donné la dynamique insuffisante et les impacts enregistrés en termes de l'augmentation de la compétitivité et de la diversification du tissu entrepreneurial et de l'affermissement des capacités techniques et technologiques.



Les contributions les plus fragiles se situent au niveau des Objectifs 5 (Renforcement de l'Innovation), 6 (Intégration dans des Réseaux Globaux), 7 (Qualification des Espaces Ruraux) et 2 (Inclusion Sociale).

Dans le cas de l'Objectif 5, ce pari se trouve de certaine manière compromis dans le cadre interne du Programme, bien que soit sauvegardée la possibilité que des projets plus structurants puissent être accueillis dans le cadre de deux programmes sectoriels (POSI e POCTi), et d'un troisième (POE), en termes d'entrepreneuriat, et de cette façon avoir eux aussi des impacts positifs sur cet Objectif du CCA III.

Au niveau des Objectifs 6 et 7, les contributions sont aussi en deçà de ce que l'on attendait. Dans le premier cas, en vertu de l'exécution insuffisante de quelques projets, parmi lesquels ceux relatifs à l'internationalisation, bien que l'on enregistre des pas sûrs en matière d'approbation de projets d'amélioration des infrastructures de liaison à l'extérieur et des infrastructures logistiques. Dans le deuxième cas, bien qu'il existe une convergence entre la programmation et l'approbation, le niveau d'exécution est insuffisant, montrant quelques difficultés de dynamisation du secteur agro-forestier de la part de la Mesure 2.1.

Dans le cas de l'Objectif 2, la contribution est moindre du fait que les impacts spécifiques des projets dans le cadre du combat contre l'exclusion sociale sont encore relativement réduits et que leur poids dans le Programme est faible.

2.4. Réserve de l'Efficiences

L'évaluation du critère d'efficacité des indicateurs de réalisation physique du POPRAM III, a vingt indicateurs comme base, relatifs à sept mesures (trois de l'Axe 1 et quatre de l'Axe 2) du Programme. L'évaluation du critère d'efficacité des indicateurs de résultat du POPRAM III, se base sur dix indicateurs, relatifs à cinq mesures (trois de l'Axe 1 et deux de l'Axe 2) du Programme.

Dans le cas des indicateurs de réalisation physique, il a été possible de vérifier que les résultats atteints au 30 juin 2003, malgré des lacunes d'information pour quelques indicateurs, dépassent, dans l'ensemble, les objectifs initialement définis dans le Complément de Programmation. Comme conséquence, les estimations des indicateurs de Réserve de l'Efficiences au 31 décembre 2003 (indicateurs de résultat) ont dépassé les buts prévus pour l'année, dans quelques cas de manière assez significative.

Les indicateurs de réalisation physique correspondent aux deux axes du Programme, ils représentent tous les Fonds Structurels et se révèlent cohérents avec les mesures qu'ils représentent. Prenant comme base l'information au niveau des mesures, on vérifie, également, que celles-ci correspondent à 76,93% de l'ensemble du montant des Fonds Structurels programmés.

Globalement, l'analyse réalisée dans cet exercice d'évaluation de l'efficiences du POPRAM III, relativement au critère d'efficacité de l'intervention, a permis de conclure à l'accomplissement de l'efficiences des interventions intégrées dans le POPRAM III.

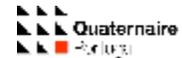
2.5. Valeur Ajoutée Communautaire

Dans une conjoncture sociale et économique difficile, la contribution des Fonds Structurels véhiculés par le POPRAM III a été décisive pour inverser les tendances dominantes. Néanmoins, cet effet est encore limité.

Au niveau de la réalisation des objectifs communautaires, on a conclu que le POPRAM III a contribué à la cohésion économique et sociale de l'Union Européenne. Dans les critères de sélection des projets, sont considérés, entre autres aspects importants, l'amélioration de la compétitivité et de la productivité des entreprises, la modernisation du tissu entrepreneurial et productif, l'articulation entre éducation/formation/emploi, la réduction des asymétries régionales dans l'accès aux équipements collectifs et aux services sociaux. La VAC est particulièrement visible en termes de croissance additionnelle (les projets approuvés ont eu un fort impact sur l'économie régionale), accroissement du



PERFORMANCE DU POPRAM III



niveau et des taux d'emploi (les projets ont été responsables de la création/maintien de quelques centaines de postes de travail dans la Région) et augmentation de l'investissement. Au niveau des priorités horizontales communautaires et au niveau des accessibilités et transports, ressources humaines et emploi, la VAC a été élevée. Les objectifs stratégiques et les lignes d'orientation privilégiées du POPRAM III prennent aussi en compte le développement équilibré et durable du territoire, en contribuant à l'amélioration de la distribution des activités économiques sur le territoire de l'UE.

La VAC induite par le Programme selon des critères financiers a également été estimée. La dépense nationale canalisée par les projets appuyés par le Programme a été significative et d'importants investissements ont été réalisés dans des projets affectés à des politiques actives du marché du travail (FSE). L'effet de levier financier n'a pas été significatif, mais la plus grande disponibilité de montants monétaires mis à la disposition des divers organismes, par les Fonds Structurels, a abouti à des efforts d'investissement accrus. D'importantes ressources financières ont été investies par le secteur privé.

L'évaluation de la VAC a approché la qualité de la Programmation et Exécution du POPRAM III. Il a été vérifié que le partenariat élargi qui englobe tout le Programme, concrètement son accompagnement, permet de gagner en performance, vu que la société civile régionale a contribué à l'amélioration de l'architecture et de l'efficacité du Programme. Les actions de contrôle réalisées ont permis un meilleur accompagnement des projets et, dans beaucoup de cas, une meilleure utilisation de l'argent du Trésor Public. Le fait qu'il existe un système d'accompagnement avec des objectifs quantifiés, pour répondre aux sollicitations de la Structure de Gestion et Appui Technique, permet des gains d'efficacité et d'efficience. Les structures d'évaluation, créées dans le cadre du Programme, si elles peuvent améliorer sa performance, sont importantes pour la Gestion en raison des enseignements qu'elles apportent et de l'attitude critique devant certaines stratégies prioritaires.

La réalisation de projets dans le domaine de la coopération, des projets innovateurs et de partage d'expériences a aussi été analysée. Il existe des projets innovateurs qui peuvent être considérés comme de véritables leviers pour la base économique locale et régionale. La Gestion du Programme a promu diverses initiatives de divulgation, information et publicité, qui permettent le partage des informations concernant les Fonds Structurels et les expériences les plus marquantes de chacun. Ce partage d'expériences provoque une meilleure performance des projets à initier, par le dessin de nouvelles orientations, de nouveaux sens d'intervention.



3. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Le bilan réalisé a permis d'avancer avec une vision de synthèse de la première période triennale d'exécution du POPRAM III. Les aspects conclusifs les plus pertinents ont déjà été cités, ayant pour base toute l'évaluation développée dans le Rapport Final, notamment la systématisation effectuée dans le Chapitre de Conclusions et Recommandations.

Cette vision de synthèse a permis de vérifier que le Programme:

- ü reste pertinent dans ses principales orientations stratégiques, la hiérarchie des objectifs généraux de l'intervention initialement définie demeurant valide;
- ü a intégré et respecté les priorités horizontales définies par la Commission Européenne pour la période de programmation présente;
- ü présente un système de gestion et d'accompagnement dans la trajectoire correcte d'évolution de la gestion des Fonds Structuraux, progressivement intégré dans l'administration publique régionale, qui réunit les meilleures conditions pour assurer de manière efficace et efficiente cette intégration-là;
- ü est conduit avec des niveaux d'efficacité et d'efficience positifs dans les diverses composantes de financement communautaire, notamment en ce qui concerne le FSE et le FEDER;
- ü contribue de manière remarquable aux objectifs définis par le CCA III;
- ü contribue, réellement, au développement socio-économique et régional de la RAM.

Cependant, l'Equipe d'Evaluation considère qu'il est possible d'introduire des améliorations dans la gestion et l'application des Fonds Structuraux disponibles dans le Programme pour la période restante d'exécution, qui concernent, à des échelles et niveaux d'importance différents, les diverses dimensions évaluatives de l'EEI. Ainsi, on cherche, dans ce qui suit, à avancer un ensemble consolidé de recommandations, structurées en accord avec les thématiques analytiques de l'EEI, en reprenant l'enchaînement logique suivi dans l'élaboration de ce Sommaire Exécutif, en séparant la conception de la performance du Programme.

3.1. Conception du POPRAM III

Cohérence de la Stratégie

La deuxième phase du Programme devra garder, pour l'essentiel, pour des raisons de cohérence interne, la structure financière actuelle, bien qu'avec de petits ajustements dans sa distribution entre mesures, qui découlent des changements de contexte et du bilan des dynamiques d'intervention correspondantes, mais sans sacrifier l'actuelle dotation de l'Axe 1.

Le développement de logiques d'une plus grande complémentarité entre les investissements en capital humain et les appuis à la dynamisation entrepreneuriale (supportés par les Mesures 1.5 et 2.3 et 1.2), en étroite liaison avec les composantes d'innovation et de société de l'information, devra être stimulé.

Egalement, une synergie dans la mobilisation des ressources entre mesures du POPRAM III et autres instruments de politiques sectorielles nationales et communautaires, avec minimisation de superpositions et conflits entre programmes et mesures et pari sur la convergence des objectifs, devra être stimulée.

Indicateurs de Quantification d'Objectifs

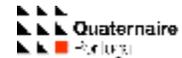
Le premier aspect à noter est que, bien que le système d'indicateurs remplisse sa fonction, on vérifie qu'il est nécessaire d'améliorer quelques indicateurs pour augmenter leur objectivité et la relation entre l'indicateur et la pertinence de l'action ou du résultat, face aux objectifs du programme.

De cette manière, on présente quelques recommandations qui peuvent être explicitées en trois points:

- ü compléter la batterie d'indicateurs du système, dans le sens de l'amélioration de la capacité d'accompagnement de l'exécution du Programme. Cela pourra être réalisé par l'addition ou par le



CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS



remplacement d'indicateurs qui se rapprochent le mieux de la typologie d'interventions développés par le Programme;

- ü ajuster le nombre d'indicateurs ainsi que leur qualité en accord avec l'importance des interventions en termes d'exécution financière et pertinence pour la concrétisation des objectifs du Programme;
- ü corriger et ajuster les indicateurs qui présentent des difficultés pour leur collecte et leur fréquence d'utilisation, cherchant à les remplacer par d'autres indicateurs alternatifs.

Ces recommandations cadrent avec le besoin de rendre le système d'indicateurs adéquat au développement de l'exécution du Programme. Le premier point est en rapport avec le besoin d'ajuster les indicateurs aux typologies d'intervention appuyées entre-temps, le deuxième avec le besoin de traduire, de manière nette, l'importance financière et stratégique des différentes interventions dans le système d'indicateurs et le troisième de l'existence d'un décalage entre les besoins au niveau de l'information statistique des structures de gestion, de façon à pouvoir produire des indicateurs de complexité supérieure, et les réponses obtenues par le système statistique national. Ce décalage empêche que ces indicateurs soient actualisés avec la régularité nécessaire.

Le POPRAM III dispose d'un système complexe de collecte et d'accompagnement de données qui, bien qu'il donne des informations de façon régulière, aura des gains d'efficacité, notamment des gains au niveau du processus d'actualisation du système d'indicateurs, avec la mise en fonctionnement du SIGMA, puisque la consolidation de toute l'information du Programme et des Fonds Structuraux qui le co-financent sera établie; la simplification des procédures, avec la conséquente réduction de la charge administrative et la possibilité de sécurité et contrôle du système d'information du Programme.

Le maintien du système d'indicateurs de l'objectif présente des marges d'évolution qualitative, et on recommande des efforts en termes:

- ü du renforcement du contrôle de la méthodologie de construction des indicateurs et des méthodes de vérification/validation de l'information de base (exécution physique) qui, ensemble, assureront, au-delà de la capacité déjà démontrée de quantification et d'actualisation des indicateurs, la capacité à maintenir et renforcer sa fiabilité;
- ü de sa quantification automatique, qui tout en étant plus sûre et fiable, rend l'exercice de sa quantification moins exigeant quant à l'effort de coordination et quant aux ressources humaines engagées. Cet aspect exigera l'établissement d'une relation directe entre la réalisation physique de chaque projet et sa contribution aux indicateurs de l'objectif, ce qui, à son tour, présuppose l'existence d'indicateurs d'accompagnement des projets dans les candidatures, ou au moins avant leur approbation. Par ailleurs, de cette manière, la fréquence d'actualisation des indicateurs, à part garantir l'accomplissement des orientations Nationales et Communautaires (calcul annuel), pourra être effectuée au moment considéré comme plus convenable, en permettant à la Coordination du Programme d'avoir accès à un système d'indicateurs d'accompagnement systématique de l'exécution et de l'impact du Programme (contrôle et conséquent appui systématique de la décision).

Intégration des Priorités Horizontales

Dans le chapitre de l'environnement, il faut attirer l'attention sur les projets de nature immatérielle (Actions 1.4.1 et 1.4.2), dont le développement n'a toujours pas grande expression et qu'il importe de dynamiser de façon à profiter du grand investissement réalisé en études de base qui assurent la création de conditions optimales pour la concrétisation des investissements.

Une deuxième recommandation dans le sens de la concrétisation d'investissements dans le domaine de la conservation, qui intègrent l'Action 1.4.3.

Une troisième, d'une importance particulière, pour que dans la deuxième moitié du Programme soient privilégiés les investissements de collecte et traitement d'effluents (Action 1.4.4), pour que ses objectifs soient respectés. Stratégiquement, ce secteur a été laissé pour la fin, et il est temps maintenant de placer le niveau de ces services à celui des infrastructures restantes.



En ce qui concerne les RSU et l'approvisionnement en eau, il n'y a rien à recommander. On ne peut que suggérer la continuité des travaux déjà effectués, afin de compléter les projets et les réseaux qui existent déjà.

Dans le domaine de la Société de l'Information, il y a trois grandes recommandations à faire.

En premier lieu, en ce qui concerne les indicateurs d'accompagnement des résultats et des impacts de la Société de l'Information, on constate que les indicateurs proposés par le POPRAM III et dans Complément de Programmation, malgré les changements intervenus en 2002, ont besoin, malgré tout, d'être alignés avec les indicateurs proposés par la Commission Européenne dans les documents respectifs. De cette façon, on devra procéder à l'amélioration du système d'indicateurs pour la Société de l'Information, prenant en considération les travaux développés par le Groupe de Travail d'Accompagnement des Statistiques pour la Société de l'Information, du Conseil Supérieur de Statistique.

D'un autre côté, l'accompagnement des synergies et complémentarités entre programmes et mesures, visant l'augmentation de leur efficacité et impact, devra être renforcé.

Egalement important doit être l'augmentation des taux d'approbation et d'exécution de projets dans le cadre de la Mesure 1.2, créée spécifiquement pour les questions de la Société de l'Information, mais dont les résultats sont, jusqu'à présent, peu expressifs, comme il a déjà été souligné.

Relativement à l'Égalité d'Opportunités, il faut suggérer la définition d'indicateurs de réalisation, de résultat et d'impact associés au système d'information du Programme, avec une pertinence directe pour la priorité horizontale.

On recommande aussi la désagrégation par genre de la majorité des indicateurs quantitatifs, l'établissement d'objectifs et cibles quantifiés spécifiques de la réalisation de cette priorité et l'enrichissement des mécanismes d'accompagnement et d'évaluation de la performance du Programme dans ce domaine.

Qualité du Système de Gestion et d'Accompagnement

Il est nécessaire que le système d'information accomplisse sa fonction en tant qu'instrument d'accompagnement permanent et intégré des différents Fonds Structurels engagés dans le Programme.

On propose que la gestion définisse des domaines déterminés pour que la Commission d'Accompagnement contrôle et évalue la convergence des différents Fonds Structurels du point de vue de leur contribution et complémentarité pour la réalisation d'objectifs spécifiques par domaine d'intervention du POPRAM III.

Une fois définis les domaines critiques et ceux de plus grande potentialité de la cohérence externe du POPRAM III, en matière d'évaluation intercalaire, on recommande que, en fonction des niveaux d'exécution et de la typologie des projets présentés dans les différents Programmes identifiés pour la cohérence externe, la gestion contrôle les impacts de complémentarité de tels Programmes.

On recommande que la composante de plus grande proactivité de la gestion en matière d'induction de projets puisse être orientée vers la promotion de projets compatibles avec la portée des objectifs stratégiques de l'axe prioritaire.

Les contributions du POPRAM III pour la durabilité du cadre institutionnel d'appui au développement de la RAM, surtout en termes d'un plus grand engagement de la société civile de Madère au niveau de projets d'investissement, doivent être renforcées, par la promotion de projets d'investissement dans ce domaine.

Il est fondamental que le POPRAM III puisse contribuer de manière plus active à l'amélioration de la qualité des projets présentés par les municipalités, surtout dans la perspective de la durabilité future du développement local dans la Région, et, pour cela, on recommande la promotion de projets à effets de démonstration plus élevés.

Les relations nécessaires de complémentarité entre le développement de la plate-forme d'excellence touristique de la Région et la mise à la disposition de services et qualifications de support d'une telle



CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

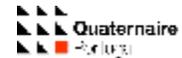


plate-forme, notamment en termes d'animation et de qualité de service, recommandent que, la composante FEDER – infrastructures, la composante FEDER – stimulations et la composante FSE, puissent être analysées, conjointement, pour assurer la valorisation de complémentarités pas encore exploitées.

On recommande que le plan de communication du POPRAM III puisse consacrer une attention spéciale à des projets qui ont un plus grand effet de démonstration en termes de réponse aux objectifs de l'excellence et de l'innovation, augmentant la proactivité de la gestion dans ce domaine.

En ce qui concerne le système de gestion et d'analyse et de décision des candidatures relatives au FEOGA, quelques recommandations sont pertinentes, malgré la difficulté ou même l'impossibilité de les mettre en pratique au cours du Programme.

En premier lieu, on recommande la restructuration du système d'attribution de compétences de décision dans le sens de faciliter, accélérer et débureaucratiser ce processus. En fait, il ne fait pas beaucoup de sens que toutes les candidatures doivent être approuvées par le Gestionnaire du Programme et homologuées par deux Secrétaires Régionaux, y compris parce que, vu la petite dimension de la grande majorité des projets, ces procédures sont, dans la pratique, une simple formalité, les recommandations qui viennent de niveaux hiérarchiques inférieurs n'étant jamais modifiées. Ainsi, il serait préférable que les candidatures de montants éligibles inférieurs à un seuil donné puissent être décidées par le Gestionnaire de la mesure. Ce seuil pourrait être de 25.000 Euros (embrassant 49% des candidatures soumises), 50.000 Euros (58%) ou même 100.000 Euros (69%). Le Gestionnaire du Programme n'aurait besoin que d'avoir connaissance des montants globaux concernés.

En deuxième lieu, on recommande que soit tenté, dans le cadre des relations avec l'IFADAP central, non seulement une plus grande facilitation des procédures de paiement et un contact plus constant avec les organismes régionaux, mais aussi la négociation d'avances, à l'instar de ce qui arrive avec les autres Fonds Structuraux, de manière à permettre la réalisation de paiements de forme plus constante, sans les interruptions prolongées qui ont eu lieu par manque de disponibilités et qui mettent en cause l'exécution des investissements. A la délégation régionale de l'IFADAP, on devra prendre en considération que, bien que le temps moyen d'analyse des projets soit relativement court, il existe un retard considérable entre l'homologation et le contrat respectif (autour de 45% du temps total). Bien que ce retard puisse souvent être attribué à des réclamations ou à des retards de la part des bénéficiaires, on devrait faire un effort pour leur réduction, notamment par des contacts plus fréquents avec les bénéficiaires.

3.2. Performance du POPRAM III

Efficacité

On considère que, pour des raisons de cohérence globale, on devrait stimuler l'ensemble de l'Axe 1 à l'intérieur du Programme, avec une valorisation correcte et efficace des ressources disponibles dans le cadre des mesures les plus emblématiques (1.2, 1.4 et 1.5), en relation étroite avec la Mesure 1.1, piliers essentiels de la concrétisation du nouveau modèle de développement de la RAM, mais sans négliger la récupération de quelques mesures qui portent sur des secteurs plus fragiles ou aussi importants, présents dans l'Axe 2.

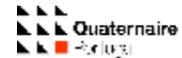
Une synthèse des recommandations, structurée par mesure, qui selon l'Equipe d'Evaluation sont essentielles pour une bonne performance du Programme entre 2004 et 2006, est présentée ci-dessous:

- ü Mesure 1.1. – Nécessité de réorientation stratégique de la mesure, dans le sens de concrétiser l'aspect de la récupération du patrimoine bâti et culturel (notamment le Couvent de Santa Clara, la Cathédrale et l'Igreja do Colégio, aussi bien que le riche patrimoine ethnographique de Madère qui ne cesse de se dégrader) et la finalisation de projets prévus dans les domaines de la valorisation de la bande côtière et des équipements et infrastructures d'appui touristique correspondants, aussi bien qu'au niveau immatériel, l'investissement en études et projets visant

- la création et consolidation de marques différenciées de "Madère" en tant que destination de qualité dans de nouveaux domaines comme, par exemple, les marques "Fermes de Madère" et "Biefs de Madère" et l'exécution de Centres de Réception et d'Interprétation de l'Environnement;
- ü Mesure 1.2 – Plus grand effort de liaison avec les programmes sectoriels POSI, POCTi et POE, en projets dans le cadre de la Société de l'Information et de la Science, Technologie et Innovation, et un plus grand pari dans la deuxième étape du POPRAM III dans la concrétisation de projets proposés dans les Actions 1.2.2 et 1.2.3 visant l'internationalisation, la coopération et la dynamisation entrepreneuriale et développement à l'échelle de la Région de services innovateurs et de contenus numériques dans les domaines de l'éducation du tourisme, du loisir et culture et du commerce électronique, de manière à sauvegarder la cohérence et l'aspect le plus innovateur du Programme;
 - ü Mesure 1.3 – Continuation de l'effort de concrétisation des projets déjà approuvés et une plus grande vitesse des travaux du port de Funchal, d'une importance fondamentale pour l'amélioration des conditions de réception des navires de croisière et pour l'indispensable bonne image de Madère, vu le nombre croissant de touristes qui entre dans l'île par cette porte;
 - ü Mesure 1.4 – Il devra y avoir un dynamisme plus grand de la part des municipalités dans la présentation de projets et une augmentation du nombre de candidatures approuvées dans le cadre des Actions 1.4.1 et 1.4.2. Continuation de l'effort de concrétisation des projets dans l'Action 1.4.3 (avec un pari plus fort dans la conservation) et augmentation du rythme d'approbation de projets de collecte et traitement d'effluents, de manière à assurer l'accomplissement des buts poursuivis (Action 1.4.4). Il devra, également, y avoir une réduction de la composante artificielle et un fort pari dans l'aspect de la conservation. Ce ne sera que comme ça qu'il sera possible d'achever, dans la deuxième moitié du Programme, la généralité des objectifs qu'il intègre, même en considérant qu'il n'existe pas d'indicateurs de résultat pour ce type d'intervention. Un exemple concret du changement nécessaire de stratégie est celui de la valorisation des ressources hydriques. Jusqu'à présent, il y a eu un pari net dans l'ouverture de galeries et perforations de prise d'eau. Dans le futur, les investissements devront être dirigés vers l'augmentation de l'aire couverte avec de la végétation indigène et prévention des feux de forêt, conditions essentielles pour augmenter les réserves d'eaux souterraines et réduire les risques de crues. En ce qui concerne la collecte et le traitement d'effluents, parent pauvre dans les deux premiers POPRAM, il sera nécessaire de renforcer le rythme d'approbation et les montants nécessaires pour assurer que le but espéré sera atteint. Dans le domaine de la gestion des résidus solides, la synergie avec le Fonds de Cohésion devra être approfondie, en vue d'une meilleure articulation des circuits municipaux de ramassage sélectif avec les stations de transfert et l'unité de triage. De nouvelles campagnes d'éducation environnementale devront être réalisées, avec une très forte incidence sur la réduction de la production de résidus, de façon à inverser la tendance préoccupante des dernières décennies.
 - ü Mesure 1.5 – Les orientations suivantes doivent être prises en compte: le besoin d'assurer l'intensification de la régulation stratégique et de la sélectivité dans la dynamique d'approbation du domaine FSE; la continuation de l'effort d'investissement dans les aires de qualification des jeunes (formation initiale) et des chômeurs, avec d'importants impacts déjà démontrés en matière d'employabilité, ce qui pourra impliquer l'augmentation de la dotation financière de la mesure; la mise en oeuvre d'une plus grande sélectivité dans l'approbation de projets, par la définition plus serrée des priorités stratégiques à poursuivre dans les différentes actions qui composent la mesure; l'augmentation graduelle de la participation d'actifs du secteur privé dans la formation continue, avec l'approfondissement de méthodologies adéquates de collecte d'indicateurs relatifs à la valeur stratégique de cette participation, en assumant un cadre de contrôle plus pro-actif relativement au profil des interventions à soutenir; l'augmentation des approches intégrées et du travail en partenariat, qui justifient l'adoption de stratégies de régulation plus pro-actives au niveau des pratiques et des logiques d'intervention des projets de matrice FSE; l'intensification du contrôle stratégique au niveau des actions orientées vers l'innovation et la formation avancée, qui ont révélé un moindre dynamisme et que l'on considère importantes dans le cadre de la stratégie de modernisation du territoire; le principe, de la part de la gestion du FSE, d'un accompagnement proche des projets qui appellent des approches



CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS



- innovatrices exploitant et cherchant à promouvoir leur potentiel de dissémination et leur valeur dans l'optimisation de résultats, surtout pour ce qui a trait à l'approche des entreprises qui permette de qualifier les stratégies de formation des actifs à travers l'évolution d'un paradigme d'accès plus réussi – vers un paradigme d'intégration – encore très déficitaire dans le contexte de l'intervention du FSE;
- ü Mesure 2.1 – Un effort devra être fait pour augmenter l'exécution physique et financière jusqu'à la fin 2003, pour que soit respectée la règle n+2. Bien qu'en ce moment on soit dans une situation relativement aisée, le respect de la règle n'est pas du tout garanti, puisqu'il sera encore nécessaire d'investir autour de 10,4 millions d'Euros du FEOGA. L'effort à développer comprend, d'un côté, la stimulation des projets de caractère public et, de l'autre, une accélération des paiements aux bénéficiaires privés pour qu'ils puissent donner continuité aux investissements qu'ils effectuent. Cet effort doit être continué dans les années suivantes de façon à approcher, dans la mesure du possible, les niveaux d'exécution des valeurs programmées et approuvées. On devra également ne pas oublier que le fonds affecté à la mesure, prévu pour toute la période 2000-2006, est déjà pratiquement attribué dans sa totalité (97%), ne restant que plus ou moins 2,5 millions d'Euros. Dans le cas où ce montant ne serait pas renforcé par la reprogrammation, ou, de préférence, par l'attribution de réserve d'efficience, le montant en cause est assez réduit pour faire face à la période restante du Programme. Ainsi, on devra être plus sélectif dans l'approbation de nouveaux projets, en donnant la priorité à ceux qui se révèlent manifestement stratégiques en termes régionaux et/ou qui cadrent avec des actions ou sous-actions peu ou pas utilisées jusqu'à présent. Quant à ces dernières, bien qu'il faille faire un effort pour leur promotion et dynamisation, il sera peu probable, face à l'exiguité des montants existants, qu'elles viennent à avoir l'impact espéré lors de leur conception. Pareillement, l'utilisation de la Sous-action 2.1.1.2 ("Installation de Jeunes Agriculteurs"), sous-utilisée jusqu'à présent et qui pourrait être d'une importance décisive dans le rajeunissement du tissu agricole régional;
 - ü Mesure 2.2 – Eventuel réajustement et reprogrammation pour rendre les ressources adéquates aux possibilités réelles de restructuration du secteur, en stimulant la dynamisation de la capacité d'entreprise de la part des armateurs et pêcheurs et inversion du processus de destruction d'embarcations; vu que les ressources halieutiques ne sont pas énormes et que la Région doit avoir recours à l'importation de produits dans cette aire (soit pour la consommation directe, soit pour l'industrie) on suggère un rôle plus actif de la part de la coordination auprès des promoteurs potentiels, pour la présentation de projets dans le domaine de l'aquaculture, comme alternative à la prise d'espèces démersales, maintenant que sa viabilité technique et commerciale a été essayée avec des initiatives du Gouvernement Régional (production de daurade). De cette manière, on diminuera la vulnérabilité de la Région face aux fluctuations des prises des espèces migratrices. La protection des ressources aquatiques, avec des récifs artificiels et l'élargissement des zones d'abri pour les espèces côtières se révèle, également, d'une extrême importance.
 - ü Mesure 2.3 – Dynamisation de Actions 2.3.3 et 2.3.4, pour développer rapidement la création d'une Société Financière de Capital Risque et d'une Société de Garantie Mutuelle (ou l'extension à la RAM de celles existantes au niveau national, comme il est, apparemment, prévu); la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la correction des dysfonctions environnementales des activités économiques, pour renforcer le respect des objectifs stratégiques de la mesure et la modification de la limite maximale d'investissement éligible auquel les projets de l'Action 2.3.1. peuvent être candidats, ainsi que l'ouverture au SIPPE de la présentation de candidatures dans les domaines du capital risque et l'appui des garanties bancaires;
 - ü Mesure 2.4 – Définition d'une plus grande sélectivité dans l'approbation de candidatures dans le cadre des accessibilités, en donnant la priorité à l'exécution des principaux projets structurants avec des implications dans la réorganisation de la structure portuaire, de liaison du réseau de voirie au réseau de parcs entrepreneuriaux prévu et la qualification de l'activité touristique. Il est nécessaire de publier des normes avec des coûts de référence maximums tarifés pour la construction de voies routières à Madère et une exigence accrue de la qualité des projets techniques, avec l'objectif d'éviter les surprises constantes avec la structure géologique et les gros écarts par rapport aux valeurs indicatives;



- ü Mesure 2.5 – Elargissement de la réalisation à d'autres types d'interventions prévues dans le Complément de Programmation, dans le sens d'une meilleure concrétisation des objectifs spécifiques de la mesure: projets intégrés et démonstratifs qui englobent la communauté école/communauté résidentielle dans les domaines des nouvelles technologies de l'information, santé, intégration sociale de personnes handicapées, structures de développement communautaire d'appui à des groupes défavorisés en relation avec les projets de l'Action 2.5.2 (habitation sociale, combat contre l'exclusion sociale, jeunes et personnes âgées); projets de prévention de santé publique et groupes de plus grand risque;
- ü Mesure 2.6 – Renforcement financier de la mesure visant l'approbation de projets dans les Actions 2.6.2 (Accessibilités Régionales), 2.6.4 (Aménagement et Valorisation du Territoire) et 2.6.5 (Promotion Touristique), dans le cadre de ses objectifs spécifiques. Par ailleurs, dans une île petite et écologiquement très sensible comme Porto Santo, le développement durable sans mesures de protection du patrimoine naturel et de la requalification du paysage n'est pas possible. Dans la deuxième moitié du Programme, il faut également donner la priorité aux investissements qui privilégient la Conservation de la Nature, de façon à dépasser le déficit vérifié ces trois dernières années;

En dernier, comme conclusion transversale à tout le Programme, il faut souligner le décalage entre la programmation financière annuelle des mesures et leur exécution réelle. En fait, les difficultés de réglementation et de mise en œuvre où l'on perd les premières années des programmes opérationnels sont connues et prévisibles. Cependant, il aurait été plus prudent d'établir des petites dotations pour 2000 et 2001 et concentrer la plupart des fonds sur la période 2002/2004. Malgré les contraintes qui découlent de l'application du profil de Berlin, il aurait été possible, en négociant avec les autorités nationales, d'obtenir quelque marge de manœuvre dans ce domaine. Malgré l'impossibilité d'effectuer quelque changement que ce soit dans cette phase, celle-ci est une question qui devra être considérée comme prioritaire dans la conception de nouveaux programmes.

Efficiences

Le Programme a été marqué par de bons niveaux d'efficience. Cependant, on peut faire quelques recommandations pour améliorer sa prestation globale pour la période restante d'exécution.

Dès lors, et en respectant les caractéristiques intrinsèques de chaque mesure et, en particulier, action et sous-action, on doit prendre les bons exemples des Mesures 2.3 et 2.6, où l'affectation des Fonds Structurels a généré un coût total supérieur à ce qui a été programmé. Même si l'on considère qu'il n'est pas possible d'effectuer une telle politique avec tous les projets du POPRAM III, il s'agit d'un aspect central à retenir pour la période restante de l'exécution du Programme. L'effet de levier du Fonds Structurel doit se fonder en particulier sur les Mesures 2.1 et 2.2, surtout sur la première, même si l'approbation de nouveaux projets d'intérêt régional peut être compromise face aux valeurs élevées déjà affectées du Fonds Structurel.

Par ailleurs, la réalisation physique des projets de la Mesure 2.4 doit être une priorité à court terme, qui correspondent aux sommes élevées qui leur ont été affectées. On pourra s'attendre à ce que les buts physiques définis pour la typologie des projets approuvés puissent dépasser les valeurs initialement établies pour 2006.

Valeur Ajoutée Communautaire

Les transformations et les progrès de la RAM directement imputés aux différents projets financés dans le cadre du POPRAM III constituent la Valeur Ajoutée Communautaire véhiculée par les Fonds Structurels. Cependant, la VAC est difficilement mesurable à cause de la non-quantification et systématisation de beaucoup des indicateurs proposés pour son évaluation (d'utilité incontestable pour l'évaluation globale du Programme et ses effets).

En ce sens, de manière à améliorer l'évaluation de la VAC dans la Région, l'obligation de répondre à un certain nombre d'indicateurs/renseignements (par exemple, emplois créés, emploi temporaire associé au projet, nombre d'emplois féminins...) sur les fiches de candidature des projets et dans le rapport final serait importante.